

PAS DE TRÊVE POUR LES LUTTES



Dossier

**GILETS JAUNES
ACTE V** Pages 6 et 7

ÉDITO

Des Gilets bleu marine en attente d'un «retour sur investissement»
Page 2

PREMIER PLAN

Ford Blanquefort: un bras de fer qui continue
Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Algérie: une crise politique et sociale qui s'approfondit
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Souscription du NPA
Page 12



édito

Par MANU BICHINDARITZ

Des Gilets bleu marine en attente d'un « retour sur investissement »

Au lendemain de l'Acte V des Gilets jaunes que les médias souhaitent bien vite enterrer, ces derniers se sont fait très rapidement les relais d'une autre colère, celle des « forces de l'ordre »... Lundi, le très réactionnaire syndicat policier Alliance appelait en effet à bloquer tous les commissariats à partir du mercredi 19 décembre, une journée qualifiée d'« Acte I » et de « journée noire pour la police ».

Alors que ce jeudi 20 décembre, l'Assemblée nationale devrait adopter le budget 2019 pour les forces de sécurité, les syndicats de policiers jugent, à l'unisson, ce budget « insuffisant », et réclament un « plan Marshall », pour financer notamment l'immobilier et l'équipement. Dans leurs revendications, on trouve aussi le paiement du stock important d'heures supplémentaires (chiffrées au total à 27 millions d'heures non payées ou récupérées), des créations de postes (notamment chez les CRS) et une loi d'orientation et de programmation pour la police nationale.

Ce ras-le-bol bleu marine repose sur une réalité : à ne jamais chercher de réponses politiques autres que celle de la matraque, ce pouvoir – comme les précédents – finit même par épuiser ceux qu'il emploie pour effectuer ses très basses besognes. Vous aviez aimé les deux années d'état d'urgence, qui ne protège de rien sauf des libertés publiques ? Vous aviez apprécié la « gestion » du dossier Notre-Dame-des-Landes, où déjà matraquages et gazages faisaient bon ménage ? Vous adorez le sens du dialogue de ce gouvernement qui veut écraser Gilets jaunes et jeunes dans un même geste répressif ? Eh bien, qu'on se le dise, c'est parti pour durer, et les flics eux-mêmes l'ont bien compris !

En dépit de la colère affichée, ils peuvent en effet compter sur la sollicitude et la bienveillance du pouvoir : alors que ce gouvernement a fait lanterner le mouvement des Gilets jaunes pendant plusieurs semaines avant de lui donner un semblant de réponse, il n'a fallu que quelques heures pour que le ministre de l'Intérieur, Castaner le castagneur, réponde positivement à la demande de rencontre des syndicats policiers, et les reçoive effectivement mardi soir. « C'est dans un esprit de dialogue et de confiance mutuelle que nous apporterons des réponses concrètes à nos forces de sécurité dont je sais la force de l'engagement. » Les cheminotEs, personnels de santé ou de l'éducation (pour ne citer qu'eux) apprécieront...

BIEN DIT

« Le port d'équipements de protection contre les gaz lacrymogènes, les flashball ou les grenades de désencerclement ne saurait être assimilé à une intention de commettre des violences, et les personnes arrêtées uniquement pour ce motif doivent être libérées. »

AMNESTY INTERNATIONAL, « Usage excessif de la force lors des manifestations des gilets jaunes », 17 décembre 2018.

À la Une

Pas de trêve pour les luttes, pas de cadeaux pour Macron

Le bilan du week-end témoigne, à l'échelle nationale, d'un reflux du mouvement des Gilets jaunes. Mais cela n'efface pas la profondeur de la colère, l'ancre de la contestation et la nécessité d'intervenir, de militer pour construire la mobilisation contre le gouvernement.

Les manifestations du 15 décembre ont été, dans la majorité des endroits, réduites par rapport aux week-ends précédents, même si on ne peut faire aucune confiance aux chiffres donnés par l'État. Dimanche et lundi, les blocages étaient également moins nombreux que les semaines précédentes.

Mais on aurait tort d'enterrer la mobilisation, qui a montré sa capacité à rebondir et à innover.

En effet, la colère n'a pas été réduite par les annonces de Macron et de Philippe. La répression a certes découragé certainEs manifestantEs, mais de nombreux blocages sont maintenus, modifiés, relancés. Le gouvernement, par la voix de Castaner, a annoncé sa volonté de les casser cette semaine, afin d'en finir avec le mouvement, mais la répression pourrait également produire l'effet inverse, puisqu'elle prouvera que le gouvernement agit, en réalité, à l'opposé de sa volonté revendiquée de « dialogue ».

Le mouvement face à des problèmes politiques

Le bilan des dix derniers jours est notamment celui de l'échec, que l'on espère temporaire, du lien entre le mouvement des Gilets jaunes et le mouvement ouvrier organisé. Les appels syndicaux aux 8, 14 et 15 ont été très limités, sans parler de la plaisanterie de l'appel de la CGT à faire grève le 18 décembre, absolument pas relayé ni réellement organisable dans les lieux de travail.

Même s'il y a des exceptions plutôt réussies, à Avignon, Nîmes ou Bordeaux par exemple, et souvent grâce à l'intervention des militantEs anticapitalistes, on a ainsi pu observer les limites d'une mobilisation où, d'un côté, le mouvement ouvrier traditionnel ne mobilise pas fortement, en particulier sur la question des salaires, et où de l'autre les blocages ne basculent pas dans les lieux de travail. Ce sont souvent les couches les plus précarisées de la classe ouvrière qui se mobilisent, et



qui ne parviennent pas à cette étape à entraîner les grosses structures et à basculer elles-mêmes dans la grève. Sur les lycées, le constat est similaire, puisque ce sont les établissements les plus populaires qui bougent, mais ne parviennent pas à se structurer fortement ni à entraîner ceux qui rassemblent les couches habituées à s'organiser. Les mobilisations étudiantes ont été très fortes mais peinent à se consolider et s'étendre.

De l'aspiration démocratique au détournement institutionnel

Une offensive a été menée cette semaine pour entraîner la mobilisation du terrain de la lutte vers celui de la délégation de pouvoir. Depuis le début du mouvement, une grande aspiration démocratique s'est exprimée, pour que celles et ceux d'en bas puissent décider. Des forces politiques variées se sont appuyées sur cette préoccupation pour proposer le référendum d'initiative citoyenne (RIC) comme issue au mouvement, dans le contexte des difficultés de sa construction. Sur les barrages, il est bien souvent présenté comme une façon de débattre et de décider à partir du niveau local... alors que

pour les partis institutionnels, ce sera quasiment l'inverse, une nouvelle forme de référendum pour faire croire à la population qu'elle décide. Pour décider, pour agir, il faut nécessairement connaître les données permettant de faire des choix : en ouvrant les livres de comptes des entreprises, en levant le secret bancaire et commercial, en ayant la possibilité de contrôler l'activité des élus et de les révoquer, en ayant véritablement le temps et les moyens d'organiser des discussions et des prises de décision démocratiques, y compris en mettant en cause le pouvoir patronal dans les entreprises. Alors que le mouvement était axé sur le pouvoir d'achat et la démission de Macron, la place prise par le RIC, si elle traduit de manière déformée l'importance des questions démocratiques, est le signe d'une mobilisation qui, dans le cadre de son reflux et de la pression institutionnelle, cherche une nouvelle perspective plus accessible. Comme toute mobilisation, il n'échappe pas aux flux et aux reflux de la conscience, et en l'absence de perspectives d'ensemble, la situation actuelle est même, comme on l'a vu dans certains endroits, propice au

retour des préjugés nationalistes dans le mouvement.

Construire, proposer des perspectives

Ces éléments ne doivent pas nous faire oublier que le mouvement auquel nous assistons depuis plus d'un mois est sans précédent par son caractère politique, car il correspond à un point de rupture, à l'explosion d'une crise latente qui touche, au-delà des Gilets jaunes, tout le prolétariat.

Il est donc capital de soutenir et construire encore la mobilisation comme une révolte de notre classe sociale, qui va se prolonger dès samedi, et qui se poursuivra en 2019. Ne pas céder le terrain au courants d'extrême droite ou à ceux qui proposent des solutions institutionnelles, maintenir les blocages et les manifestations, construire les mobilisations spécifiques sur les salaires, contre la réforme du lycée et la sélection, etc. Enfin, nous devons faire des bilans d'étape de cette lutte contre Macron et son monde : pour obtenir de réelles victoires et en finir avec Macron et le gouvernement, si l'on peut envisager des combinaisons entre différentes modalités d'action, il n'y aura pas de raccourci à la construction de l'unité d'action la plus large et à la grève générale. Les prochains jours nous donnent encore l'occasion d'aller dans ce sens : les mobilisations du 22 décembre, voire dès début janvier, seront l'occasion de continuer à proposer l'unité du monde du travail, l'unité entre les Gilets jaunes et le mouvement ouvrier organisé, la liberté de manifester et le refus de la répression intense qui s'est abattue sur le mouvement, avec la revendication de l'arrêt des poursuites contre l'ensemble des manifestantEs.

Antoine Larrache

FORD BLANQUEFORT

Un bras de fer qui continue

Le 27 février, Ford annonçait son désengagement de Blanquefort. Le 7 juin, l'entreprise annonçait sa décision de fermeture et le lancement d'une procédure PSE de fermeture d'usine. Et le 13 décembre, nouvelle journée « noire », Ford annonçait son refus définitif du plan de reprise par Punch, le seul candidat à la reprise. Définitif ? Peut-être pas, car le bras de fer devrait continuer encore un moment.



Il est très difficile d'imaginer la suite de l'histoire. Maintenant que la procédure PSE est terminée, qu'est-il possible d'espérer ? Tout semble en place pour que Ford exécute son plan de fermeture entre janvier 2019, date des premiers départs « volontaires » en préretraite, et octobre, date prévue pour les derniers licenciements. Entre temps la production s'arrêterait en août et, au bout du compte, 872 emplois seraient supprimés.

Tellement facile de licencier

Mais il peut se passer encore des choses. D'abord, pour que Ford puisse « exécuter » son PSE et commencer à faire partir les salariéEs, il faut que la Direccte donne son homologation. Elle a 21 jours pour le faire, et il devrait y avoir des arguments pour refuser. Car Ford n'a pas respecté toute la législation qui est pourtant peu contraignante. Un PSE, malgré ses apparences, c'est quand même un « plan de sauvegarde de l'emploi », ce qui signifie que logiquement il y a la préoccupation de « sauver » au moins quelques emplois. Or Ford depuis le début se moque délibérément de préserver l'activité comme les emplois. Ford a refusé toute recherche réelle de repeneur, même si elle avait sollicité un cabinet dédié à cette tâche, qui a lamentablement (et bizarrement ?) échoué. Et quand Ford s'est retrouvé, sans le vouloir, avec un projet de reprise dans

Un monde à changer

IL FAUT QUE LES CAPITALISTES AIENT PEUR

Le néolibéralisme n'est pas un ensemble de techniques économiques, c'est avant tout un ensemble articulé de recettes pour mener la guerre de classe. « *Un État fort pour une économie libre* » : telle était la ligne directrice de Margaret Thatcher. Réduction du rôle de l'État pour laisser libre cours aux capitalistes d'un côté, renforcement et sophistication des techniques répressives de l'autre. À cela s'ajoute un troisième volet : le pseudo-dialogue.

Dans un livre récent¹, le philosophe Grégoire Chamayou raconte, à titre d'exemple, comment Nestlé a embauché, dans les années 1970, un consultant venu du monde militaire. Il s'agissait de désarmer les critiques alors faites à la multinationale. Une des ficelles utilisées est d'inviter les opposants à « dialoguer » : il s'agit « *d'épuiser l'adversaire dans d'interminables pourparlers, et en posant le consensus comme norme absolue, [...] de disqualifier ceux qui refusent le dialogue comme des irresponsables.* » L'objectif, explique Chamayou, est de diviser les militantEs : « *Il faut isoler les "radicaux", avec lesquels il n'y a rien à faire, réduire les "idéalistes", sincères mais crédules.* [...] Quant aux

"réalistes", on parvient facilement à les coopter, à échanger un accord contre de la gloire ou de l'argent ».

C'est clairement ce que le pouvoir macronien essaie en ce moment de faire avec les Gilets jaunes. Y compris en fixant le contenu de ce dialogue : le rétablissement de l'ISF est écarté – alors que c'est, depuis le début, une des revendications majoritaires du mouvement – tandis que l'identité nationale et l'immigration – thématiques jusqu'ici marginales et uniquement portées par l'extrême droite – sont introduites dans la « consultation nationale » lancée par Macron.

Le pouvoir essaie de reprendre la main. Il a eu peur pendant quelques jours, d'où quelques concessions en trompe-l'œil, mais pas assez peur, et pas assez longtemps : la seule chose qui pourrait vraiment le faire bouger, c'est que les puissants de ce pays – les capitalistes et leurs commis des sommets de l'État – lui disent que ça devient trop dangereux pour eux. C'est l'enjeu de la suite, pour les Gilets jaunes et le mouvement ouvrier – du moins pour les politiques et syndicalistes qui refusent le rôle de comparses d'un dialogue pipé.

¹ – *La Société ingouvernable. Une généalogie du libéralisme autoritaire*, éditions La Fabrique, 2018.

JEUNESSE **Même Macron, même combat**

Depuis plus de deux semaines, la jeunesse scolarisée a emboîté le pas aux Gilets jaunes et s'est aussi mêlée à la lutte contre Macron.

En cause, la hausse des frais d'inscription pour les étudiantEs étrangerEs, la plateforme de sélection Parcoursup et la réforme du bac, pour laquelle les élèves de seconde sont utilisés comme cobayes. Mais au-delà, notamment dans les franges les plus populaires de la jeunesse, c'est la contestation de tout un monde : celui de Macron et de sa politique en faveur des plus riches. Si on peut entendre le « *Macron démission* » sur de nombreux blocages routiers, les manifestations lycéennes font fréquemment la part belle au « *Lycéens, Gilets jaunes, même Macron, même combat* ».

Détermination des lycéenEs

Les jeunes mobiliséEs ont bien compris que le combat des Gilets jaunes n'était pas une lutte anti-fiscale mais une guerre contre la pauvreté, menée par les couches les plus pauvres de la classe ouvrière. Et les lycéenEs y ont joint toutes leurs forces, en dépit de la répression policière et l'hostilité de l'administration des établissements. Les



DR

proviseurs empêchent les élèves de se réunir en assemblée générale, exercent toutes sortes de pressions sur les plus mobilisés et sont à la manœuvre pour faire passer canalisés la contestation dans les CVL (conseil de la vie lycéenne), souvent plus dociles que les lycéenEs en lutte. Des lycéenEs ont été séquestrés, d'autres excluEs ou envoyéEs au poste de police par les plus zélés des proviseurs. Malgré tout, la résolution des lycéenEs reste très forte. Si l'intérêt de manifester touTEs ensemble, avec les autres lycéenEs mais aussi avec les étudiantEs et les travailleurEs, n'est pas encore évident pour touTEs, notamment

en région parisienne, des tentatives de coordination inter-lycées ont lieu à l'échelle locale, comme l'Assemblée générale inter-lycée qui a réuni entre 100 et 150 lycéenEs vendredi 14 décembre à Paris. Des tentatives ont également lieu dans d'autres villes où les manifestations y sont plus massives. Les équipes mobilisées sont déterminées à reprendre la bataille après les vacances et les fêtes.

Dans les facs aussi

Le mouvement dans les facs peut sembler pour l'instant moins profond que celui des lycéens. Et pourtant, de grosses assemblées

générales ont pu se tenir dans les universités (Paris 1, Paris 3, Paris 4, Paris 8, Nanterre, Rennes 2, le Mirail à Toulouse, et bien d'autres) durant la semaine du 3 décembre, dans la foulée de l'acte III des Gilets jaunes. Deux assemblées générales de 2000 personnes se sont tenues à Nanterre au cours de la semaine du 10 décembre. La hausse des frais d'inscription pour les étudiantEs étrangerEs fait discuter et, dans un contexte où le pouvoir semble déstabilisé, les débats sur la stratégie à adopter pour faire réellement plier Macron étaient largement présents. Le gouvernement a dû fermer de nombreuses facs et faire annuler ou reporter un nombre impressionnant de partiels dans le cadre d'une politique de lock-out qui a, à l'heure où nous écrivons, a un peu dispersé les étudiantEs mobiliséEs.

Mais rien n'est réglé car les contestations continuent. Les phases du mouvement de jeunesse semblent intimement liées aux phases du mouvement des Gilets jaunes tant ceux-ci battent le rythme de la contestation sociale depuis le 17 novembre car il s'agit là, en vérité, du même combat contre la misère. La réforme du bac, Parcoursup et la hausse des frais d'inscription pour les étudiantEs étrangers ne sont qu'un des aspects de la politique anti-pauvres de Macron.

Bastien Thomas

les pattes, la multinationale a refusé de l'étudier sérieusement. Aucune coopération, ni avec le candidat à la reprise ni avec l'État. Seulement une longue partie de bras de fer, de tractations, de réunions manquées, de documents non fournis...

Le résultat est sans surprise : la multinationale avait décidé de fermer et se moquer de tout le monde, des salariéEs évidemment mais aussi de l'État et même du ministre Le Maire et du président Macron. Oui Ford fait comme bon lui semble. Mais il faut dire que c'est tellement facile de licencier et de fermer une entreprise : il n'y a pas de raison que Ford s'embête avec des formalités !

Impuissance organisée

En réalité, Ford n'est pas pire que les autres multinationales qui font d'énormes profits et qui se sont gavées de subventions publiques pendant des

années. Cela se voit davantage, peut-être parce que notre bataille contre la fermeture de l'usine pousse tout le monde dans ses derniers retranchements. Nous dénonçons toujours l'inadmissible, et ainsi nous poussons les pouvoirs publics à ne pas regarder sans rien faire, comme malheureusement cela a été trop longtemps le cas. L'État est bien obligé de chercher une solution, mais avec des moyens très limités !

Cette « impuissance » de l'État est réelle, mais ce sont tous les gouvernements qui ont construit cette impuissance car, peu à peu, au cours des dernières décennies, les « pleins pouvoirs » ont été donnés aux capitalistes comme Ford. Alors les cabinets des ministères concernés s'activent, cherchent dans la législation les outils qui permettraient de contraindre un minimum Ford, et c'est toute une gymnastique qui se déploie pour trouver une faille. On sait

pourtant qu'il y aurait des solutions plus rapides et plus directes : pourquoi ne serait-il pas possible de prendre des mesures d'autorité comme prendre le contrôle de l'usine ? On appelle ça comme on veut : une réquisition, une expropriation... Et si le nom fait peur, si c'est trop radical, pourquoi ne pas « racheter » l'usine Ford pour 1 euro symbolique ? Pourquoi est-il possible de financer les multinationales avec des aides publiques diverses (CICE, chômage partiel, aides à l'investissement...) et pourquoi tout deviendrait impossible lorsqu'il s'agit de prendre le contrôle d'un outil productif ? Ne peut-on pas considérer que l'usine Ford est déjà en partie publique, après 45 ans passés à faire des cadeaux à la multinationale ?

Continuer la lutte

Alors certes, il y a peu d'espoir de changer la donne. Surtout en l'absence d'une

mobilisation d'une majorité de collègues, qui sont désespérés et résignés. Mais notre bataille n'est pas vaine. Il y a trop de fermetures d'entreprises, trop de licenciements, trop de chômage aujourd'hui pour rester sans rien faire. Les pouvoirs publics le savent bien, l'État le sait bien. Dans les semaines qui viennent, nous allons continuer la lutte pour sauver l'usine et le plus d'emplois possible. Ce n'est pas irréaliste. La situation est particulière, car nous avons des appuis « de luxe » avec les déclarations du ministre Le Maire, celles des collectivités locales, avec la collaboration des services de l'État pour contrecarrer le projet de Ford. On ne sait pas ce que cela va donner, mais on s'accroche avec nos forces et nos moyens. Nos emplois, les 2000 emplois induits, notre avenir, tout cela en vaut la peine.

Philippe Poutou

Le chiffre 86%

C'est, selon l'association de consommateurs UFC-Que choisir, qui a parcouru les étals de 1134 hyper et supermarchés en France, le pourcentage de poissons vendus alors qu'ils sont « pêchés selon des méthodes non durables ou dans des stocks surexploités ». Commentaire d'Olivier Andrault, chargé de mission alimentation au sein de l'association : « J'ai rarement vu un tel niveau de non-conformité ».



Agenda

Samedi 22 décembre, Gilets jaunes «Acte VI».

Le prochain numéro de **L'Anticapitaliste** sortira le vendredi 4 janvier 2019.

Bonne fin d'année

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

« Nous avons insuffisamment expliqué ce que nous faisons. Nous nous donnons beaucoup de mal, il faut le faire mieux. Et une deuxième erreur a été faite, dont nous portons tous la responsabilité : le fait d'avoir probablement été trop intelligent, trop subtil, trop technique dans les mesures de pouvoir d'achat. »

GILLES LE GENDRE, président du groupe LREM à l'Assemblée nationale, LCP, 17 décembre 2018.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoiimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

SOUTIEN AUX MIGRANT·E·S Marche internationale à la frontière franco-espagnole

L'interdiction de manifester de la préfecture de Perpignan n'y aura rien fait. La trentaine d'associations, partis et syndicats des Pyrénées-Orientales ont unanimement maintenu leur appel unitaire à manifester samedi 15 décembre à la frontière catalane nord/sud, dans le cadre de la Journée internationale des migrants.

Deux cents personnes, selon la police, ont marché aux flambeaux jusqu'à la frontière, au Perthus, lieu hautement symbolique du passage des Républicains espagnols, fuyant le franquisme triomphant (les « indésirables » de l'époque, en 1939). Une trentaine d'organisation côté français des Pyrénées (seuls PG/FI et LO s'étant à nouveau illustrés par leur absence), mais aussi des organisations de Catalogne sud, les CCOO (Commissions ouvrières) de Barcelona, contactées par la CGT 66, ayant répondu favorablement. Et également des délégations d'Anticapitalistes, de la CNT, de l'ERC, de la CUP.



TWITTER MJCF66

Solidarité des deux côtés de la frontière

Au total, une belle manifestation de solidarité internationale antiraciste, avec des mots d'ordre dans plusieurs langues contre l'Europe forteresse, pour la liberté de circulation et l'égalité des droits. Certes, le regroupement régional, prévu initialement côté français, n'a pas pu avoir lieu du fait des mobilisations avec les Gilets jaunes dans les autres villes de la région.

À la fin de la manifestation, après une minute de silence en hommage à nos sœurs et frères de classe mort·Es aux frontières de l'Europe, plusieurs prises de parole ont eu lieu en français, catalan et espagnol, pour souligner la nécessité d'un soutien aux migrant·Es contre la montée des fascismes et des populismes, un thème très présent pour nos camarades sud-catalan·Es et espagnol·Es après l'entrée au Parlement régional andalou d'un groupe fasciste. La dénonciation des lourdes peines qui ont frappé les militant·Es de Briançon pour délit de solidarité et les autres interventions ont montré les convergences des préoccupations des militant·Es engagé·Es dans la solidarité avec les migrant·Es des deux côtés de la frontière.

Peu avant la manifestation, une conférence de presse s'est tenue de l'autre côté, à La Jonquera, au Musée mémorial de l'Exil (consacré à la Retirada), relayée par des médias sud-catalans. S'y sont exprimés le secrétaire de l'UD CGT 66, un dirigeant des Commissions ouvrières et la responsable de l'ASTI 66, parlant au nom du collectif qui appelait à la manifestation. À cette occasion, les messages fortement exprimés par les deux dirigeants syndicaux ont porté sur le fait que ce ne sont pas les migrant·Es qui sont responsables du dumping social, mais bien l'exploitation capitaliste qui dresse les pauvres contre les plus pauvres et encourage les peurs, et qu'il s'agit d'une tâche essentielle du mouvement ouvrier et de ses organisations que de lutter pour l'égalité pour toutes et tous. Un bon début de collaboration transfrontalière, antiraciste et internationaliste. Ouvrir les frontières pour une autre Europe, solidaire avec les migrant·Es!

Correspondante NPA 66

GILETS JAUNES « Réussir à faire un tel consensus contre soi, de la part d'un président, tient de l'exploit »

Entretien. Pour apporter un éclairage sur la mobilisation des Gilets jaunes et sur le « grand débat » envisagé par Macron, nous avons interviewé Ramón Bordallo, maire de la petite commune de Loubaut (Ariège).

Que pensez-vous du débat envisagé pour noyer les revendications des Gilets jaunes, et de la place qu'il donne aux maires et élu·Es locaux ?

Le « débat » organisé par le président Macron a fait rigoler jaune certains habitants. Ils ont compris, et pour certains bien avant l'élection présidentielle, que monsieur Macron est un excellent spécialiste de l'enfumage : cette qualité est d'ailleurs reconnue publiquement par son ancien patron banquier. Aucune personne n'attend quoi que ce soit de cette procédure : ces personnes ont encore en mémoire les « négociations » vues à la télévision et ont traduit l'expression « débat » par « parle à mon c..., tu m'intéresses ». Le fait que le président Macron demande aujourd'hui aux élus de l'aider à « rétablir l'ordre » et à « échanger » est une preuve de plus de son mépris pour la parole donnée : « Je viendrai l'année prochaine ». Et il n'est pas venu... Sur les ronds-points, les retraités ont tous vu, à de très nombreuses reprises, le candidat Macron faire des promesses quant au maintien



DR

du pouvoir d'achat des retraités. Foutaises en enfumage ! Peut-être s'adressait-il aux actionnaires retraités ? Personne sur la commune de Loubaut n'a exprimé le moindre signe de demande de débat. Et pourtant, il y a des personnes souvent revendicatives !

Quels sont les échos des revendications des Gilets jaunes dans votre commune ? Comment se positionner en tant qu' élu ?

Concernant les Gilets jaunes et leur démarche depuis un mois, c'est une goutte de gasoil qui a fait déborder le réservoir. Mais si cela n'avait pas été l'augmentation de la taxe sur le carburant, cela aurait été autre chose : la hargne et la haine de celui que certains appellent le capricieux, l'immature, l'autocrate et l'incompétent est surprenante. Non pas dans les milieux très pauvres (ils ne

s'intéressent pas à ce que montre la télévision et ont abandonné depuis longtemps toute espérance d'aide officielle), mais parmi les classes moyennes et moyennes supérieures. Étonnant consensus. Je connaissais les habituels clivages entre la droite, la gauche et la vraie gauche. Mais réussir à faire un tel consensus contre soi, de la part d'un président, tient de l'exploit. Il est devenu le Robin des bois qui marche sur la tête : il prend aux pauvres pour donner aux riches. Il est possible que le mouvement s'essouffle : les coups de klaxon des salariés qui passent ne compensent pas la difficulté de persévérer dans le froid et la pluie, notamment à la veille des fêtes. Mais la rancœur restera très présente.

Et les mesures proposées par Macron n'ont rien changé ?

Les Gilets jaunes de la commune ont bien compris que le président

Macron les prend en plus pour des imbéciles, incapables de comprendre. Le fait qu'il diminue des cotisations (salaire différé) pour donner une prime légèrement augmentée les a estomqués. Qu'il « suspende » des taxes, « retarde » l'application du nouveau contrôle technique les révolte. Ils n'auront jamais les moyens d'avoir un véhicule électrique, mais ils vont participer financièrement au verdissement ostentatoire des riches. La hargne violente se lit dans les yeux, dans les mouvements de tête et dans les poings qui se serrent. Par ailleurs, les habitants à la campagne se rendent bien compte de la diminution de la biodiversité (baisse du nombre d'oiseaux et d'insectes), élévation des températures et variabilité très importante de la pluviométrie. Et les « râleurs » pensent qu'il est injuste de voir les riches prendre l'avion sans payer de taxes et devoir payer plus cher le carburant indispensable pour aller travailler. Sous le prétexte de lutter contre le réchauffement climatique et grâce à la mise en place de normes draconiennes, les habitants vont devoir jeter leur véhicule qui fonctionne très bien pour simplement faire tourner l'industrie automobile. Ils ont compris que ce sont les riches qui polluent le plus et qui se construisent des « territoires écoresponsables » en rejetant la pollution vers les périphéries. Et en culpabilisant les pauvres et les classes moyennes, par-dessus le marché !

Propos recueillis par Jean-Charles Sutra

STRASBOURG Après l'attentat du 11 décembre

Le 11 décembre 2018, quelques instants avant la fermeture du marché de Noël, Chérif Chekatt a tiré sur 15 personnes avec un revolver dans le centre-ville de Strasbourg, 4 d'entre elles étant décédées à ce jour. Les victimes de cette tuerie sont français, italien, thaïlandais et franco-afghan.



DR

Contre toutes les récupérations

Ce geste meurtrier a été commis par un jeune strasbourgeois de 29 ans qui est né, a grandi et habitait dans un quartier périphérique de la ville. Depuis son enfance, il cumulait un nombre impressionnant de condamnations pour des délits de droit commun, comme un symbole des failles du système carcéral en terme de réinsertion, ainsi que de celles du système éducatif.

La mort de l'auteur de la tuerie, abattu par les forces de police le 13 décembre au soir, ne nous permettra pas de comprendre le pourquoi de son geste, qu'il ne s'agit évidemment pas d'excuser mais bien de comprendre, et laissera les victimes dans le plus grand questionnement. C'est pourquoi il faut s'opposer à toute manipulation visant à expliquer son acte par une « dérive islamiste » non prouvée à ce jour, même si une personne l'aurait entendu crier « Allahu Akbar » et si Daesh a affirmé qu'il était l'un de ses opérateurs...

Et l'on ne parlera même pas ici de ces vautours qui se sont jetés sur cette tragédie pour développer leurs discours islamophobes et/ou ultra-sécuritaires, à l'instar d'un Laurent Wauquiez (« *Combien d'attentats commis par des fichés S devons-nous encore subir avant d'adapter notre droit à la lutte contre le terrorisme ?* ») et de Marine Le Pen (« *Un changement radical doit intervenir, puisque la*

politique contre le terrorisme est manifestement défailante »), une fois de plus à l'unisson.

Cyniques appels au calme

Le 14 décembre au soir, Macron est venu à Strasbourg déambuler dans le marché de Noël afin de reconforter les commerçants et rencontrer les familles des victimes. Un tel geste a été vivement apprécié par la population présente, et la personne qui a

crié « Macron démission » s'est fait promptement huer. Mais il ne s'agit que d'une odieuse récupération de cette tragédie, à un moment où la politique « sociale » en faveur des plus riches est vivement contestée par la rue.

Les appels au « calme » adressés par le gouvernement aux Gilets jaunes afin de ne pas épuiser les forces de l'ordre étaient également d'un odieux cynisme, alors même qu'une mobilisation des exploités de ce pays prend forme, se développe, alimentée par une politique et un mépris de classe de ceux-là même qui appellent désormais au « calme ». Pire, un tel attentat a permis au préfet, bras armé du gouvernement, de tenter de restreindre les libertés publiques en interdisant par un arrêté préfectoral la manifestation du 18 décembre en faveur des migrant·Es, qu'elle soit statique ou dynamique, au nom de la sécurité et de la mobilisation des forces de l'ordre contre le terrorisme. En revanche, celle prévue le 16 décembre en mémoire des victimes était autorisée... Le NPA 67 s'est battu pour dénoncer cette manipulation et pour œuvrer à ce que la manifestation du 18 ait lieu.

Correspondant·Es

L'UE, le FMI, la Banque mondiale, l'International Crisis Group... exhortent le gouvernement à achever la longue et chaotique transition à l'économie de marché: privatisations, convertibilité du dinar, endettement extérieur, arrêt des transferts sociaux, révision du code du travail... Sur le plan politique, les impérialistes demandent au pouvoir d'installer des centres de rétention pour migrants, d'associer l'Algérie au remodelage de l'ordre impérialiste régional en crise (Libye, Mali...), de lâcher le Front Polisario, de cautionner la criminelle agression saoudienne au Yémen...

La crise du régime s'approfondit

À la crise de représentation (absentéisme massif aux élections), aux dénonciations dans les stades et sur les réseaux sociaux, à l'émigration massive légale ou non (harga) et aux grèves et protestations ouvrières et populaires s'ajoute, désormais, une lutte ouverte au cœur des appareils du régime.

Les dirigeants ne respectent même plus leur légalité. Ouyahia proclame cyniquement que «la force prime la Constitution». À l'approche de la présidentielle, il n'y a pas de consensus sur la reconduction ou non de Bouteflika ou sur le choix de son successeur.

La politique libérale enfonce le pays dans la crise. Ses effets sociaux sont désastreux. Le chômage touche 11,7% de la population active et atteint 28,3% chez les jeunes (16 à 24 ans). Les diplômés ne trouvent pas de débouchés alors que 43% des salariés ne sont pas déclarés à la Sécurité sociale. Le pouvoir d'achat des travailleurs, chômeurs, paysans sans terre et paysans pauvres, petits artisans et commerçants... chute sous le triple effet de la hausse des prix, de la dépréciation du dinar et d'une stagnation des salaires et des pensions. La réduction de l'engagement de l'État dans l'éducation et la santé sanctionne lourdement les classes déshéritées. Le pouvoir remet en cause ce qui reste de l'État social.

ALGÉRIE Une crise politique et sociale qui s'approfondit

Nous publions de larges extraits d'une déclaration (datée du 9 décembre) de nos camarades du Parti socialiste des travailleurs d'Algérie.



Polarisations politique et sociale

Cette politique favorise en revanche les classes dominantes (capitalistes algériens et étrangers, propriétaires terriens, importateurs, gros commerçants, hautes professions libérales...) qui profitent de l'illégitime dépossession du peuple algérien (privatisation, «partenariat» public-privé...), et de l'aide généreuse que le pouvoir leur accorde. Les multinationales qui se vantent d'exporter des engrais ou du ciment (Fertial, Lafarge...) sans dire qu'elles le font grâce au gaz subventionné par l'État. Le ciment est exporté à moitié prix et Sonelgaz connaît un déficit de 23 milliards de dollars! Le patronat exploite durement les travailleurs. Nombreux sont victimes d'accidents du travail. Ils sont mal payés, les patrons leur imposent des contrats à durée déterminée (CDD) et leur refusent le droit de constituer des sections syndicales.

La politique du pouvoir polarise la société avec, en haut, une bourgeoisie avide et, en bas, la paupérisation d'une grande partie du peuple. Face à la légitime révolte des masses, la seule réponse du pouvoir est la répression: recours à la Justice pour entraver le droit de grève, transformation du Code du travail en Code du capital, arrestations arbitraires de fonctionnaires, de blogueurs et de journalistes, interdiction des manifestations et interpellation de militants, tabassage des supporters de football... Les patrons du privé et du public s'attaquent directement aux syndicalistes: Sonelgaz, Air Algérie, Liberté, Ceval... Le pouvoir défend de plus en plus clairement les intérêts des classes dominantes compradores qui constituent le véritable cheval de Troie de l'impérialisme.

Une alternative à construire

Les travailleurs doivent arracher leur indépendance de classe en reconstruisant leurs propres organisations syndicales et politiques. Il leur faut pour cela contester la direction de l'UGTA [Union générale des travailleurs algériens] et donner un caractère de classe affirmé aux syndicats autonomes. Les travailleurs doivent prendre la tête des masses populaires en avançant leur propre alternative basée sur le refus de l'ordre impérialiste mondial profondément injuste, la remise en cause de la politique libérale antipopulaire en faveur du patronat algérien et des multinationales, et le recours à la libre expression de la souveraineté populaire par l'élection d'une Assemblée constituante. Cette alternative ne sera pas octroyée mais arrachée par la mobilisation populaire.

ALLEMAGNE Deutsche Bahn: grève en gilets bleus

Le lundi 10 décembre au matin, plus aucun train «Grandes lignes» ne circulait en Allemagne. Presque plus de trains régionaux non plus. Le syndicat du transport ferroviaire EVG avait appelé à une grève «d'avertissement», annoncée seulement la veille.

Entre 5h et 9h du matin (heure où les gens vont au boulot!), tout s'est arrêté: les trains sont souvent en retard dans le pays mais la grève, elle, a été ponctuelle! Et à la fin, il a fallu encore un bout de temps avant que le trafic ne reprenne. C'est entre autres la participation massive des aiguilleurEs qui explique l'impact du mouvement.

Sympathie pour les gilets jaunes

Pas moyen, en revanche, d'organiser quoi que ce soit en tant que grévistes pendant ces quelques heures. Les assemblées générales sont une espèce extrêmement rare – voire inconnue – en Allemagne. Les cheminotEs qui ont répondu à l'appel de l'EVG ont enfilé pour ces quelques heures de grève leurs gilets syndicaux bleus (et pas jaunes!) et ont arpenté les lieux où ils se trouvaient. Les trains étaient à quai, des petits groupes de conducteurs et conductrices – elles et eux aussi en rade – se sont formés, avec des agents de sécurité, eux en gilets jaunes évidemment. Dans le pays entier, comme sur certains quais de gare à Berlin, les plaisanteries n'ont pas manqué sur la couleur des gilets, avec de la sympathie pour le jaune!



Plus couleur locale: cette grève intervenait dans le contexte de négociations salariales (convention collective) entre la Deutsche Bahn (DB) et les deux syndicats de la branche: EVG (syndicat du transport ferroviaire) d'une part, GDL (syndicat des conducteurs allemands) d'autre part. Mise en avant, entre autres, la revendication d'une augmentation de 7,5% des salaires.

Démonstration de force

L'étonnement face à ce mouvement a été d'autant plus grand qu'il n'est pas du tout dans les habitudes de

l'EVG de faire grève, même pas pour quelques heures comme cette fois-ci. Ces dernières années, les grèves qui ont eu lieu à la Deutsche Bahn (en 2007 et 2014 notamment) ont été appelées par le GDL, un syndicat beaucoup plus petit, corporatiste mais plus réactif. Pour tout dire, l'EVG s'était même taillé la réputation d'un syndicat proche de la direction du trust.

Les conducteurEs sont presque exclusivement syndiqués au GDL et le personnel non roulant à l'EVG. C'est peut-être la raison pour laquelle l'EVG a voulu faire une

démonstration de force: prouver qu'elle pouvait arrêter le trafic ferroviaire de manière encore plus efficace que le GDL. Ce dernier a d'ailleurs donné à ses membres consigne de ne pas participer à la grève.

Accord retors

Quelques jours plus tard, l'EVG et la direction de la DB ont signé un accord, suffisamment retors pour cacher bien des couleuvres. L'augmentation salariale vient en trois étapes et s'étale jusqu'en février 2021! Il y a tout de suite une prime forfaitaire de 1000 euros, ensuite une augmentation de 3,5% à partir de juillet 2019 et, encore un an plus tard, à partir de juillet 2020, une augmentation de 2,6%. Les cheminotEs ont «le droit» de reconverter la deuxième tranche d'augmentation en 6 jours de repos annuels supplémentaires, ce qui est assez populaire vu la surcharge de travail permanente.

Cette grève de quelques heures était bien cadrée, décidée, ficelée et contrôlée par l'appareil syndical. Mais au-delà des calculs et rivalités d'appareils, son succès – ne serait-ce que pour quelques heures – était là aussi pour rappeler la force collective des travailleurEs. À laquelle il est toujours bon de goûter. Surtout que le mécontentement à la Deutsche Bahn, comme partout, est vif.

Sabine Müller

COP24 Pendant la catastrophe, la comédie continue

Extraits d'un article de Daniel Tanuro, que l'on pourra retrouver dans son intégralité sur notre site.

La COP24 vient de se terminer. Les États-Unis, soutenus par la Russie, l'Arabie saoudite et le Koweït, ont mené bataille pour empêcher que le cri d'alarme des scientifiques soit pris en compte par les gouvernements du monde. Ils sont parvenus à leurs fins, puisque la COP24 s'est finalement contentée de remercier le GIEC d'avoir clôturé son rapport spécial dans les délais. Ce n'est pas la seule cause d'indignation. La Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (Rio 1992) stipule que le réchauffement est une «responsabilité commune mais différenciée». Il s'agit de répartir les efforts en tenant compte du fait que les pays dits «développés» sont les principaux responsables historiques du réchauffement. La COP24 a décidé que les émissions de CO₂ d'un pays riche – qui pourrait parfaitement cesser tout de suite de brûler du charbon pour produire de l'électricité – sont mises sur le même pied que celles d'un pays pauvre – qui n'a pas les moyens financiers et technologiques de développer des alternatives vertes. Les 100 milliards par an du «fonds vert pour le climat» promis à partir de 2020 restent une promesse sur le papier.



Rompre avec la logique productiviste

La lenteur dans la mise en œuvre du «bon accord» de Paris ne découle pas uniquement de la mauvaise présidence polonaise de la COP, de sa soumission aux intérêts charbonniers ou de la crise que Trump a ouverte dans le «modèle» multilatéral de gestion des relations internationales... Plus fondamentalement, elle renvoie à l'impossibilité de résoudre l'équation climatique sans rompre avec la logique productiviste du capitalisme. Du coup, elle invite à réexaminer le non-dit de la COP21, pour voir le côté obscur du «bon accord» de Paris...

Sauver le climat implique d'arrêter la croissance. Il faut produire moins et partager plus, ce dont le capitalisme est rigoureusement incapable. L'accord de Paris a donné l'impression qu'une solution était trouvée, mais ce n'était qu'une déclaration d'intentions, un tour de passe-passe. Car, en coulisse, le «bon accord» était sous-tendu par un projet capitaliste dingue et criminel: le «dépassement temporaire» du seuil de dangerosité du réchauffement.

Un scénario d'apprentis sorciers

L'idée est la suivante: la barre des 1,5°C sera franchie en 2030-2040 – croissance pour le profit oblige! – mais des «technologies à émissions négatives» et la géoingénierie permettront de refroidir le climat dans la seconde moitié du siècle. Ce projet de «dépassement temporaire» est digne d'apprentis sorciers, pour au moins deux raisons: les technologies en question sont hypothétiques, voire dangereuses (écologiquement et socialement), et des catastrophes irréversibles – par exemple, une dislocation de calottes glaciaires entraînant une hausse de plusieurs mètres du niveau des océans! – pourraient se produire dans l'intervalle.

Justice sociale, justice climatique: un même combat

Après cette COP24, une chose devrait être claire. Il faut abandonner radicalement toute illusion sur la possibilité de convaincre tous ces responsables du chaos, quels qu'ils soient, de l'avantage qu'ils auraient à «prendre le leadership» pour «rehausser les ambitions» en pilotant une «transition juste» vers un «développement soutenable»...

Le seul langage que les dirigeants comprennent est celui de la force. Il faut donc construire un rapport de forces et, pour cela, il n'y a qu'un moyen: unir les luttes pour la justice climatique et pour la justice sociale dans une perspective anticapitaliste.

Daniel Tanuro

SAMEDI 15 DÉCEMBRE

ACTE V



RETOUR SUR UNE JOURNÉE NATIONALE DE MOBILISATION(S) CONTRE MACRON

La journée du samedi 15 décembre, Acte V du mouvement des Gilets jaunes, a confirmé l'ancrage du mouvement de contestation de la politique de Macron. Aux quatre coins du pays, des rassemblements et manifestations ont eu lieu, avec toujours des moments de convergences entre Gilets jaunes, autres secteurs mobilisés, mouvement ouvrier. Nous proposons un aperçu de ce qui s'est déroulé dans quelques villes, sans prétention à l'exhaustivité, mais qui donne une idée de la diversité des situations... et du climat général de contestation. Par nos correspondantEs (voir également nos articles en pages 2, 3, 4 et 10).

NÎMES

Vendredi 14 décembre, pas mal de lycées ont débrayé à Nîmes. À la manifestation inter-syndicale de l'après-midi, les jeunes étaient d'ailleurs relativement nombreux et motivés! Le matin, deux militants solidaires (dont un camarade du NPA) présents devant un lycée (tampon entre les jeunes et les flics) ont été interpellés par la police sans raison, emmenés au commissariat et libérés vers 16 h 30 seulement... La mode des interpellations préventives se répand. Pendant ce temps les blocages devenus traditionnels de ronds-points nîmois étaient bien fournis : ça tient et ça tiendra, malgré les nombreuses intimidations. La manifestation intersyndicale de l'après-midi n'était pas ridicule, mais loin tout de même des grosses mobilisations ici, à d'autres moments. Les jeunes étaient présents. Côté syndicats, la référence et la liaison avec le mouvement des Gilets jaunes ne se fait pas franchement. Le samedi 15 s'est passé dans une configuration originale et radicale: dès le matin, à 8 heures, des centaines de Gilets jaunes occupaient

les ronds-points autour de l'entrée ouest de la ville. Le face-à-face avec les flics s'est poursuivi toute la matinée, la détermination des Gilets jaunes demeurant non seulement importante mais beaucoup plus radicale. Si on était, il est vrai, moins nombreux que la semaine dernière, il y a eu tout de même beaucoup de monde. Un rassemblement prévu au stade des Costières, pas trop massif, a immédiatement analysé la situation et a décidé de rejoindre le point fort de la mobilisation, c'est-à-dire l'entrée de l'autoroute: feux divers et variés, police partout, beaucoup de fumée, une valse-hésitation des flics, des avancées des uns et des autres, des reculs, des lacrymos, un hélicoptère de la gendarmerie en statique pendant 20 bonnes minutes au dessus dudit ronds-point, des voitures, des camions au milieu de tout ça, bref un bordel monstre... Et 200 motos de manifestants Gilets jaunes venus nous prêter main forte, du jamais vu! Finalement, les flics n'ont pas chargé, mais on a bien compris qu'ils ont beaucoup hésité. Petit à petit le rassemblement s'est dilué et, vers 18 heures, le point de fixation a été levé.

LYON

Environ 2000 personnes se sont retrouvées le 15 décembre sur la place Bellecour, bloquées à chaque rue par les flics en nombre. Après quelques tours de place, la manif est partie par une rue après avoir résisté aux premières lacrymos lancées par les flics. Présence un peu plus forte, par rapport à la semaine dernière, du milieu militant. À noter la venue de Milan d'une quinzaine de militants du syndicat italien Sindacato Intercategoriale COBAS. Plusieurs rendez-vous à des lieux et heures différentes ont divisé le nombre de manifestants. Le cortège « militant » a eu un peu de mal à se mélanger avec les Gilets jaunes car la préoccupation était d'éviter le risque de confrontation

avec l'extrême droite, malheureusement présente sur la place Bellecour. Pas de problème avec la police jusqu'à l'arrivée à proximité de l'Hôtel de ville où les flics ont vite gazé et dispersé la manifestation dans les rues adjacentes. Après un moment de flottement, une partie de la manifestation s'est dispersée et une autre est restée place de la République, autour d'une fanfare, pendant que différents groupes se retrouvaient place Bellecour où les flics ont refait la chasse aux Gilets jaunes et aux petits groupes de jeunes de quartier: charges et gaz de 16 h à 18 h 30. Plusieurs interpellations (9 d'après *le Progrès*), beaucoup de violences policières, des blessés côté manifestants. Le tout devant des passantEs étonnés...

BORDEAUX

La préfecture a annoncé 4 500 manifestants à Bordeaux le 15 décembre, le même nombre que la semaine dernière, même si nous étions probablement plus nombreux. Une manifestation très compacte qui remplissait les rues, sans compter que des petits bouts stationnaient ou se promenaient ailleurs dans la ville. Comme la semaine dernière, un cortège étudiants a été organisé à 13 h, animé et largement organisé par des camarades NPA qui a rejoint l'autre cortège qui partait à 14 h. Cette semaine, pas de provocation ni de barrage de flics sur ce parcours, le cortège s'est à nouveau gonflé en route de manifestants avec ou sans gilet jaune, et de toutes les générations. Comme la semaine dernière les deux cortèges se sont rejoints mais cette fois ce sont les deux têtes de manif qui se sont

retrouvées face à face. Moment improbable... Les drapeaux rouges étaient à ce moment-là plus nombreux que les bleu-blanc-rouge. Si dans le cortège Gilets jaunes certains avaient l'air un peu tendus, la grande majorité a ovationné le cortège jeunes et nous avons été intégrés avec nos drapeaux, nombre de badges NPA, quelques chasubles CGT, nos chants et slogans, sans qu'à aucun moment cela ne pose de problème, au maximum des regards interrogatifs. Après un grand tour du centre-ville passant par les rues commerçantes, grandes et petites, sans le moindre problème, le gros cortège a continué vers la place de la mairie... où après une demi-heure les flics ont répondu à un jet de fumigène par les canons à eau et des lacrymos... Ce qui a provoqué pas mal de départs. Malgré les affrontements, il restait encore plus d'un millier de manifestants dans les rues vers 17 h.

NPA**INÉGALITÉS SOCIALES, INJUSTICES FISCALES...**

**POUR PARTAGER
LES RICHESSES.
DÉGAGEONS
MACRON ET SA
POLITIQUE!**

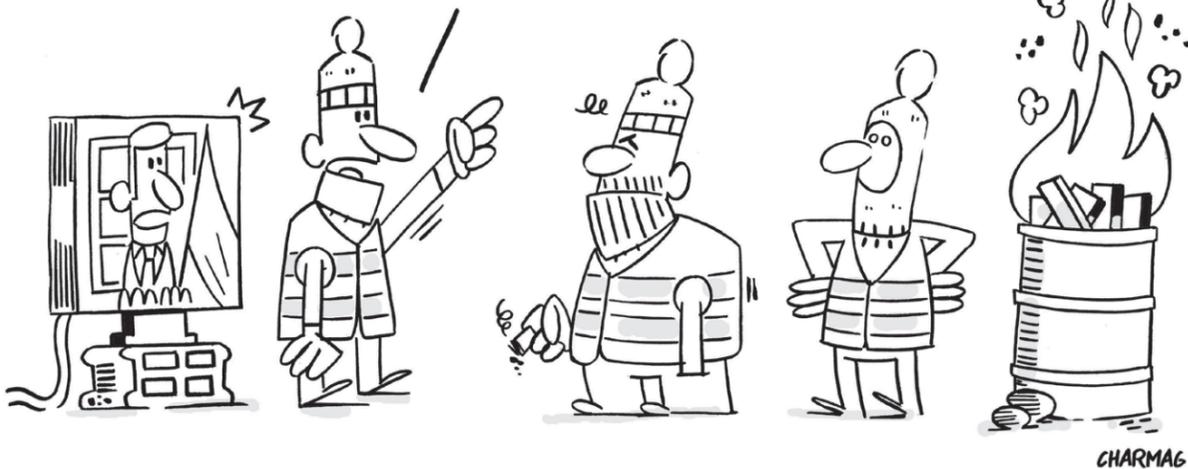
TOURAINES

La manifestation du vendredi 14 décembre a réuni entre 1500 et 2000 personnes. Petite mobilisation des équipes habituelles. Peu de Gilets jaunes. C'est le résultat du choix des directions syndicales locales (mis à part Solidaires) de ne pas chercher à créer des liens avec le mouvement des Gilets jaunes alors que l'idée du «*ToutEs ensemble*» a un réel écho parmi elles et eux. Samedi 15 décembre, il y avait autour de 800 personnes (contre 4000 à 5000 personnes le week-end précédent) sous une pluie glacée qui a refroidi pas mal de monde. C'est évidemment une baisse, mais ce n'est pas vécu comme cela par celles et ceux qui participent régulièrement et qui animent le mouvement. Beaucoup moins de *Marseillaise* dans le cortège, et les slogans «*traditionnels*» des manifs, s'ils ne rencontrent pas d'hostilité, ne sont pas repris en dehors des militantEs présents (NPA, FI, milieu

libertaire/autonome, Solidaires et quelques CGTistes et FSU). Sur l'agglomération, le mouvement s'organise autour de deux lieux: le rond-point de l'aviation à l'entrée nord et «*l'auberge des Gilets jaunes*», un baraquement construit auprès du rond-point qui mène au dépôt pétrolier de Saint-Pierres-Corps. En dehors de l'agglomération, plusieurs ronds-points sont aussi tenus jour et nuit. Des actions sont prévues dans les jours à venir et une réunion, sorte d'AG du mouvement, devrait avoir lieu. À noter que deux réunions se sont déjà tenues dans un cadre un peu flou (initié par Convergence pour la défense des services publics), regroupant des représentantEs des Gilets jaunes et des militantEs syndicaux, politiques et associatifs. Nos interventions y sont très bien vues par les Gilets jaunes et nous sommes en lien régulier avec les principaux animateurEs du mouvement.

RÉFÉRENDUM D'INITIATIVE CITOYENNE

**CEUX QUI VEULENT BALANCER
LA TÊLE AU FEU AVANT LA FIN
DE L'INTERVENTION DE MACRON
LÈVENT LA MAIN!!!**



MONTPELLIER

Malgré une pluie fine et glacée, un millier de personnes ont défilé dans les rues de Montpellier samedi 15 décembre, une manifestation dynamique à l'initiative des Gilets jaunes, rejoints par beaucoup de militantEs, dont certains se reconnaissent pour avoir participé aux «*Nuits debout*» de 2016. La surprise vient des étudiantEs des Beaux-arts, qui occupent leur école depuis le début de la semaine et ont déboulé sur la place de la Comédie avec un char, fait de palettes en bois décorées. Ils ont mis à disposition des participantEs de grands panneaux jaunes fixés sur des bambous, supports d'expression libre. Des slogans ont fleuri «*Quand l'oligar-chie, c'est la merde qui ruisselle*», «*Remboursements du CICE, retour de l'ISF*», «*Augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux*», «*Printemps arabes, hiver français, bonne année!*», ainsi que le désormais classique «*Macron démission*» et plusieurs panneaux sur le référendum d'initiative citoyenne «*RIC, le vrai pouvoir c'est le peuple*». À noter la présence des travailleurs sociaux en formation.

Juché sur le char durant toute la manifestation, un jeune brandissait un immense drapeau jaune. La manifestation a remonté la rue de la Loge d'un bon pas jusqu'au Peyrou, après un arrêt devant la préfecture, puis descend les boulevards après une tentative

d'atteindre le Palais de justice et un demi-tour en raison de la présence policière. Devant la gare, un bref face-à-face avec les forces de répression avant de repartir vers la Comédie. Après hésitation, centre commercial du Polygone ou préfecture, les dernierEs manifestantEs remontent vers la préfecture. De la bonne humeur, des slogans, des chants, de la musique, de la détermination, qui avait manqué à la manif syndicale de la veille (1500 personnes), heureusement «*tirée*» par un bon cortège de lycéenEs en tête de manif.

De nombreux Gilets jaunes faisaient signer la pétition appelant au RIC, et les discussions se sont engagées. Manifestement, pour beaucoup d'entre elles et eux, la revendication de créer le RIC est l'expression d'une aspiration démocratique, première étape d'une transformation en profondeur du système politique, tout en étant conscients qu'il faut maintenir la pression et conserver l'ensemble des revendications sans les hiérarchiser. CertainEs sont convaincus que c'est le moyen de passer la difficile période des fêtes, avec un objectif qui peut apparaître concret, pour mieux rebondir en janvier. Le risque est, au contraire, d'enterrer le mouvement, et de conforter le gouvernement dans son espoir de voir les choses se calmer. Pour le NPA, malgré la répression et le baratin de Macron, notre classe ne se tiendra pas sage!

ANGERS

Samedi 15 décembre, autour de 300 Gilets jaunes (contre 700-800 le week-end précédent) ont manifesté dans le centre-ville d'Angers, malgré une pluie glaciale, au milieu des chalets de Noël ou devant la préfecture (une minute de silence y a été tenue en mémoire des Gilets jaunes tués au cours du mouvement). La minable tentative des identitaires angevins de se mettre en tête de la manifestation avec une banderole visant à remplacer les revendications sociales des Gilets jaunes par de l'islamophobie a tourné court. Le gang fasciste a dû rapidement s'enfuir sous la protection de la police.

En fin de journée, la moitié des Gilets jaunes mobiliséEs a investi la galerie commerciale d'Espace Anjou, contournant les vains efforts de la police pour l'en empêcher, lançant des slogans dans les galeries et mimant, les mains sur la tête, la terrible arrestation des lycéenEs de Mantes-la-Jolie. Si la mobilisation a été moins forte, en particulier à cause du temps exécrable, la détermination était toujours aussi grande parmi ceux qui participent régulièrement et animent les Gilets jaunes dans l'agglomération. Par ailleurs, plusieurs dizaines de GJ ont engagé des actions à Beaufort (péage de Fontaine-Guérin), Cholet (péages nord et sud), Saumur (défilé et rond-point), Segré et Trélazé.

DES FACHOS DANS LES MANIFS DE GILETS JAUNES



AVIGNON

Après la manifestation non déclarée de l'acte IV qui a été extrêmement tendue et violente en terme de répression, changement de cadre ce samedi. La manifestation était déposée en préfecture et le parcours négocié: la marche devait se dérouler autour des remparts, sans jamais entrer dans le centre-ville. Le préfet du Vaucluse avait pris un arrêté d'interdiction de toute manifestation intra-muros. L'appel avait cette fois-ci été relayé par les référentEs des groupes des Gilets jaunes, et nous nous attendions à ce que la mobilisation soit plus massive. Surtout que la mort de Denis, renversé par un camion dans la semaine, avait transformé la manifestation en initiative régionale avec la venue de Gilets jaunes du Gard, des Bouches-du-Rhône et de la Drôme. La mobilisation a été à la hauteur de nos espérances: plus de 4000 personnes étaient présentes. Nous avons décidé d'axer notre intervention sur l'animation qui manquait cruellement lors des premières échéances. Nous avons pu constituer un groupe d'une dizaine de militantEs NPA, renforcés par des camarades libertaires et de la FI.

Dès notre arrivée à 15h (le départ était prévu à 15h30), alors que les premiers Gilets jaunes présentEs occupaient timidement les deux côtés de la route, la police n'ayant pas encore coupé la circulation, nous avons décidé de lancer le blocage en nous agenouillant au milieu de la route, mains sur la tête, en référence aux lycéenEs de Mantes-la-Jolie, pour dénoncer les violences policières. Nous avons été immédiatement rejoints dans notre action par plusieurs dizaines de personnes, attirant toute l'attention médiatique, et entraînant le reste des manifestantEs sur la route. Au départ de la manifestation, nous avons lancé des slogans, dans un premier temps peu repris. Puis, petit à petit, nos chants ont été repris de plus en plus largement jusqu'à être entendus et même relancés par d'autres groupes à différents points de la manif. Très rapidement nous avons pu constater le dispositif mis en place pour éviter les intrusions

intra-muros: un SO Gilets jaunes était posté en cordon à chaque porte pour éviter d'y pénétrer, les CRS se contentant d'occuper les portes principales. Dès le premier passage devant une porte, un petit groupe de 200 manifestantEs déterminés, qui voulaient pénétrer en centre-ville, sont arrivés sans mal à enfoncer le cordon du SO. Hésitants à les suivre, nous nous sommes postés avec eux dans un premier temps. Mais le fait qu'ils soient si peu et que l'immense majorité de la manif ne veuille pas suivre nous a convaincus que c'était une erreur de s'y aventurer. Ce groupe fera 500 mètres avant de se faire bloquer et gazer par les CRS... Nous avons repris notre place dans la manif et notre travail d'animation.

Nouvelle action de dénonciation des violences policières lors du passage devant la grande Porte de la République, gardée par un gros cordon de CRS. Nous nous sommes remis à genoux, chantant des slogans, puis nous nous sommes levés et des dizaines de personnes sont venues danser devant le cordon de CRS en reprenant le slogan «*Macron nous fait la guerre, et sa police aussi, mais nous on reste déter', pour bloquer le pays*». Là encore tous les médias se sont précipités sur l'action et l'ont abondamment relayée.

Fin de la manif: après avoir fait le tour des remparts et être revenus au point de départ, nous avons continué l'animation, des feux d'artifice et des fumigènes ont été allumés, nous avons bien tenu une demi-heure avant qu'une majorité de participantEs finissent par se disperser.

Cerise sur le gâteau de la manif, un mec qui a balancé une insulte raciste en toute fin a été délogé prestement par une bonne partie des manifestantEs.

Alors que les derniers manifestantEs se dispersaient, les CRS ont balancé sans sommation quelques lacrymes, gratuitement, sur les groupes en train de partir. Énervés, certainEs leur ont balancé des projectiles en réponse. Nous sommes restés un peu mais il restait peu de monde sur place et le rapport de forces était trop défavorable pour faire face au CRS. Tout le monde a fini par se disperser, nous y compris.

AIDE AUX MIGRANT-E-S

Intolérable verdict pour les «3+4 de Briançon»

Le 13 décembre, au tribunal de Gap, ceux qu'on appelle les «3 + 4 de Briançon» ont été déclarés coupables d'avoir favorisé l'entrée sur le territoire de personnes en situation irrégulière lors d'une manifestation.

Ils et elles ont été condamnés très lourdement : cinq militantEs à 6 mois d'emprisonnement avec sursis, un autre à 12 mois de prison dont 4 fermes, et le dernier à 12 mois dont 4 fermes et 8 mois de sursis avec mise à l'épreuve. Il faut rappeler que les faits reprochés se seraient déroulés lors d'une protestation organisée contre l'occupation du Col de l'Échelle par Génération identitaire et leurs exactions contre les migrantEs. À ce jour ce groupuscule d'extrême droite n'a toujours pas été convoqué par la justice pour rendre compte de ses délits !



DR

Procès contre la solidarité

La condamnation de nos camarades est extrêmement lourde, elle vise à les briser par l'embastillement et par la menace que représente le sursis s'ils continuent leurs actions de citoyens. Plusieurs droits sont bafoués dans ce procès : celui de porter assistance à personne en danger, celui de mettre en pratique la fraternité, valeur pourtant reconnue dans la loi.

Cette justice injuste, « dure aux pauvres », au service d'un État de plus en plus autoritaire veut terroriser toute personne qui se risque à la solidarité réelle. Au moment où Macron et son gouvernement sont déstabilisés par un mouvement social profond et tenace, la solidarité, arme première de tous les combats de notre classe, est une réelle menace pour eux. D'où ce procès inique, procès pour l'exemple, procès contre la solidarité.

Les «3 + 4 de Briançon», avec leurs avocats, vont faire appel, ils sont toujours debout et ne lâcheront rien. Le NPA, comme il le fait depuis leur interpellation, est à leur côté et soutient activement leur combat.

CorrespondantEs

CHIENS DE GARDE « Faire entendre notre refus des dérives actuelles des médias dominants »

L'observatoire des médias Acrimed vient de lancer un appel « à l'ensemble des forces politiques de la gauche de gauche, aux journalistes et à leurs syndicats, aux collectifs de journalistes précaires, aux médias alternatifs comme à l'ensemble des usagers des médias, pour contester les dérives médiatiques actuelles et penser urgemment la réappropriation démocratique des médias (des) dominants ». Nous en publions de larges extraits, en appui à une démarche salutaire.

Le traitement médiatique des mouvements sociaux en cours, et en particulier celui des Gilets jaunes, n'est hélas pas surprenant. Toutefois, la mobilisation des médias dominants en défense du pouvoir politique et des forces de répression a pris depuis quelques semaines des proportions inédites.

Face à un mouvement s'inscrivant dans la durée, à la diversité de ses revendications, à sa popularité, et à la situation de crise politique dans laquelle il est en train de plonger le gouvernement, les maîtres (grands ducs et petits marquis) de l'espace médiatique resserrent les rangs. Il s'agit coûte que coûte de trouver des solutions de « sortie de crise » pour préserver le gouvernement en place, afin qu'il « garde le cap » des « réformes » libérales, et surtout de défendre les institutions qui contribuent à légitimer son pouvoir comme celui des tenanciers des grands médias. Le tout dans une surenchère autoritaire qui appuie et avalise l'emploi de la force par l'État ou appelle à davantage de répression. Des objectifs parfaitement synthétisés par Bernard-Henri Lévy, éternel phare de la pensée médiatique, dans un appel résumant l'esprit qui règne parmi les chefferies éditoriales des « grandes » rédactions : « Que Macron parle ou pas, que l'on soit d'accord avec lui ou non, qu'on soit pour ses réformes ou contre, n'a, à cet instant, aucune importance. Face à la montée en puissance des fachos, des factieux et des ennemis de la République, une seule option digne : soutien au Président Macron. »

Contre les médias de démobilitation sociale...

Comme à l'occasion de chaque mouvement social, les chiens de garde se démultiplient et quadrillent la quasi-totalité de l'espace médiatique en



décrétant ce que nous devons penser et ce dont il faut parler. Symptôme de la « grande peur » médiatique, tous les mécanismes d'ordinaire utilisés pour la préservation de l'ordre établi sont ici mobilisés à la puissance dix : suivisme vis-à-vis de la communication gouvernementale ; sommations incessantes à ne pas aller manifester ; surexposition des violences (des manifestants) ; injonctions unanimes et unilatérales à les condamner ; délégitimation des revendications sociales et de certains représentants des mobilisations, etc. Autant de rappels à l'ordre déversés de manière continue sur les chaînes d'information telles que BFM-TV, LCI ou C-News.

Si les médias dominants ne fabriquent pas l'opinion à proprement parler (la défiance qu'expriment nombre de manifestants à leur égard en étant une des preuves), ils contribuent, par tous ces mécanismes, à : – construire une atmosphère anxiogène ; – définir les revendications sociales et politiques « légitimes » et définir le

cadre dans lequel ces revendications doivent s'exprimer ;

– sélectionner et promouvoir la visibilité publique de porte-parole légitimes et de ceux qui ont le droit de s'exprimer.

Dans un tel contexte, les chefferies éditoriales se mobilisent en première ligne : chefs des services politique/justice/police, rédacteurs en chef, éditorialistes et chroniqueurs idéologiques sont, de manière encore plus flagrante que d'ordinaire, de véritables militants en service commandé pour la classe dominante et ses oligarques.

Contre ceux-là, notre appel s'adresse aussi à l'ensemble des journalistes, précaires, forçats de l'information dominés par ces hiérarchies étouffantes et dont le travail se trouve souvent mutilé, détourné et saboté selon le seul bon vouloir de leurs patrons et « responsables » : combien de temps encore les tenants du système médiatique pourront-ils exercer leur pouvoir sur le dos des journalistes et en leur nom ?

... mobilisons-nous !

Née dans la foulée du mouvement social de 1995, Acrimed est une association qui dénonce les dérives d'une information trop souvent partielle et biaisée, fabriquée par des fondés de pouvoir de la classe dominante, qui ne trouvent jamais rien à redire au monde tel qu'il

va. Un des objectifs de cette lutte consiste dans une transformation radicale de l'espace médiatique, qui passe notamment par l'expulsion des forces de l'argent de cet espace et par l'instauration de conditions permettant une réelle appropriation démocratique de l'expression médiatique et une information libre, indépendante et pluraliste. C'est pourquoi nous lançons aujourd'hui un appel déterminé, à l'ensemble des forces politiques de la gauche de gauche, à l'ensemble des journalistes, à leurs syndicats, aux collectifs de journalistes précaires, aux médias alternatifs comme à l'ensemble des usagers des médias à tous nous réunir urgemment. Comment ? Une grande réunion publique en janvier serait une première étape : pour mettre en commun les expériences et préoccupations des uns et des autres, et pour discuter ensemble des actions concrètes à mener afin d'exprimer et faire entendre notre refus des dérives actuelles des médias dominants.

L'espace public et médiatique appartient à tous et ne saurait en aucun cas rester la propriété de la classe dominante. Notre combat doit devenir celui de tout le monde et nous invitons les acteurs des mouvements sociaux à s'emparer de la cause de la libération des médias.

AIDE AUX MIGRANT-E-S Annulation de la condamnation de Cédric Herrou

Il n'y a pas que des mauvaises nouvelles... Alors que les «3+4» de Briançon viennent d'être lourdement condamnés par le tribunal de Gap (voir ci-dessus), l'agriculteur Cédric Herrou a quant à lui bénéficié, le 12 décembre d'une annulation de condamnation par la Cour de cassation.

Cédric Herrou avait été condamné à quatre mois de prison avec sursis, en août 2017, par la cour d'appel d'Aix-en-Provence. Poursuivi pour avoir « facilité la circulation et le séjour » de migrantEs et pour les avoir aidés à traverser la frontière franco-italienne, Cédric Herrou avait décidé de porter l'affaire devant la Cour de cassation. Comme le rappelle l'AFP, « l'immunité pénale accordée par la loi du 31 décembre 2012 à ceux qui apportent une aide humanitaire et désintéressée aux migrants n'avait pas pu



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

être appliquée, le militantisme désintéressé [...] étant insuffisant aux yeux de la cour ».

Le combat continue

Mais depuis, le « principe de fraternité » a été reconnu, le 6 juillet, par le Conseil

constitutionnel, suite à une question prioritaire de constitutionnalité posée par les avocats de... Cédric Herrou, et il apparaissait dès lors logique que la Cour de cassation annule la condamnation de ce dernier, ainsi que celle de Pierre-Alain Mannoni, chercheur à la faculté de Nice-Sophia-Antipolis, également condamné, au mois de septembre, par la cour d'appel d'Aix-en-Provence. Mais le combat est loin d'être terminé. Cédric Herrou et Pierre-Alain Mannoni ont en effet obtenu gain de cause devant la Cour de cassation,

mais cette dernière a renvoyé les deux affaires devant la cour d'appel de Lyon pour qu'ils soient de nouveau jugés. La décision de la Cour de cassation est donc un point d'appui, mais elle ne règle pas tous les problèmes, et la mobilisation contre la criminalisation de la solidarité va devoir se poursuivre. Pour que les «3 + 4» de Briançon soient relaxés. Pour que le harcèlement policier et judiciaire contre Cédric Herrou, et tous les autres militantEs, cesse. Car aider les migrantEs n'est pas un crime, mais un devoir d'humanité.

Correspondant

PRIMES

Le pognon des amis de Macron

Empêtré dans la mise en œuvre de la pseudo hausse du SMIC, le gouvernement compte bien sur ses amis les patrons du CAC 40 pour désamorcer tout risque d'extension de la colère sociale révélée par le mouvement des gilets jaunes.

Dans la panoplie des mesurottes annoncées par Macron, rien ne met les entreprises à contribution. Le gouvernement mise sur l'éventualité que, d'une part, les

revendications des Gilets jaunes restent polarisées par les taxes et impôts et que, d'autre part, la grande masse des salariéEs ne rejoigne pas la lutte autour des questions de salaires. Il peut compter sur

LE BLANC (36) La marche pour la réouverture de la maternité est arrivée à Paris

Ils et elles étaient un peu plus de 200 au départ de la Marche des oreilles, le 1^{er} décembre, pour réclamer la réouverture de la maternité du Blanc. Les membres du collectif CPasDemainLaVeille étaient aussi nombreux en arrivant à Paris samedi dernier, avec notamment des membres de l'intersyndicale de l'hôpital de Vierzon.

Après 16 jours de marche, en se relayant ou en faisant le trajet en entier pour certainEs, l'arrivée samedi dernier s'est faite dans un premier temps à la mairie du 14^e arrondissement de Paris, qui invitait les défenseurEs de la maternité du Blanc à venir manger dans la cour. On a pu retrouver des soutiens comme Raphaël Glucksmann, Benoît Hamon, des acteurs et actrices de luttes dans les hôpitaux ou encore des militantEs du NPA et des éluEs locaux.

Une marche contre le mépris

La dernière étape a repris en début d'après-midi, en direction de l'Élysée afin de transmettre, au chef de l'État, des oreilles confectionnées pour montrer que les marcheurEs ont besoin d'être écoutés. Geste plus symbolique qu'autre chose, le collectif ayant bien compris que ce n'était pas un problème d'entente ou de compréhension, mais bien d'une volonté politique de fermer des services, des petites unités, de supprimer des lits... Cela dit, à défaut d'avoir réellement obtenu satisfaction, la



DR

marche de plus de 300 kilomètres a permis d'obtenir trois rendez-vous en deux semaines : rencontres avec le préfet, la directrice de l'Agence régionale de santé (ARS) et un membre du cabinet d'Agnès Buzyn.

Entre un préfet qui ne souhaite pas contredire les décisions prises auparavant et une directrice de l'ARS qui fait la politique de l'autruche en ne répondant pas sérieusement aux arguments solides des

conviéEs, le mépris a continué de plus belle. D'ailleurs, à la suite de cette réunion, la délégation du Blanc a fermé symboliquement l'ARS pour cause de dangerosité (en réponse à Agnès Buzyn qui jugeait la maternité dangereuse).

Un bébé né aux urgences

Comble du cynisme, quelques heures plus tard, la ministre de la Santé annonçait publiquement : « Je ne reçois pas

systématiquement les gens qui protestent contre une fermeture. » Et, cerise sur le gâteau, elle déclarait par la suite : « On assure le transport des femmes enceintes vers l'hôpital de leur choix, on leur offre même une nuit d'hôtel en cas de besoin : le service qu'on offre aujourd'hui est bien meilleur que ce qu'on leur proposait. »

D'ailleurs, la rencontre au ministère ce lundi 17 décembre n'a pas fait avancer les choses tant le gouvernement est décidé à ne pas faiblir.

Le mépris et les mensonges sont devenus le quotidien subi par les défenseurEs de la maternité. La naissance d'un bébé aux urgences du Blanc dans la nuit du 30 novembre aurait dû relancer le dossier. Mais le rouleau compresseur qui écrase et ferme tout sur son passage est en marche, et la fermeture du bloc de chirurgie pendant le week-end a été évoquée lors du dernier conseil de surveillance de l'hôpital.

Mais la détermination est toujours là, et de nouvelles actions vont bientôt voir le jour.

Antoine Godon (NPA 36)

AMIANTE

La justice aux ordres lave plus blanc que blanc

22 ans après les premiers dépôts de plaintes, la Cour de cassation annule définitivement les mises en examen pour homicides et blessures involontaires dans le dossier des expositions à l'amiante concernant les chantiers navals de la Normed et de l'université de Jussieu.

Cette décision tombe après plusieurs autres, concernant la plupart des dossiers amiante constitués dans la période de mobilisation qui a conduit à l'interdiction de l'amiante en 1997. Cette information a été relayée en entrefilets dans beaucoup de médias, excepté le Monde et Mediapart. Pourtant, elle concerne chacune et chacun d'entre nous. Pourquoi ? Parce que l'argumentation qui a conduit à cet enterrement judiciaire de 100 000 victimes de l'amiante en France est extraordinaire : l'amiante étant un cancérigène aux effets complexes, il ne serait pas possible de dater précisément le moment où l'exposition est responsable de la maladie ni des décès survenus des années plus tard... et donc de déterminer les responsabilités pénales de quiconque !



DR

Impunité

L'amiante tue tous les jours. Mais bien d'autres substances menacent nos vies. Une certaine justice prépare aujourd'hui l'impunité de ces patrons. En effet, de nombreux cancérigènes avérés ont été ou sont présents dans les sites industriels, la construction, mais aussi au contact quotidien des usagerEs et personnelEs dans les immeubles de bureau, les hôpitaux, les logements, les établissements scolaires. D'autres toxiques pour la reproduction et mutagènes sont répandus dans les plastiques, l'agriculture et infectent nos produits de consommation de tous les jours.

De nouveaux champs se sont ouverts aux multinationales de la chimie et de la santé animale et humaine. Les révélations récentes du Consortium international des journalistes d'investigation a démontré la totale prise de contrôle des industriels sur les institutions concernant les implants médicaux, dont la nécessité, la durabilité, la sécurité et la traçabilité sont sujettes à caution.

L'association Générations futures a mis en lumière la présence dans les corps humains de quantités de plus en plus importantes de métaux lourds, glyphosate, phtalates et autres cancérigènes, etc.

L'explosion des cancers, qui frappe de plus en plus la jeunesse, serait-elle le prix à payer de la croissance et l'emploi ? Partout, ensemble, proclamons : « Nos vies, pas leurs profits ! »

Lionel Denis

LA POSTE (92) Alors, négociations ou pas ?!

La balle est dans le camp de la direction de La Poste.

Mardi 12 décembre, Gaël Quirante, secrétaire départemental de Sud Poste 92, était de nouveau en audience auprès de la cour d'appel de Versailles. La direction de La Poste cherche toujours désespérément à casser la décision d'avril, qui différenciait le licenciement de Gaël de son mandat syndical. Ainsi, bien que n'étant plus salarié de La Poste, il peut continuer à intervenir dans les bureaux et les centres, et à exercer sans entrave son mandat syndical qu'il tient de ses collègues et dont la légitimité a été largement confirmée lors des élections professionnelles.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

Manœuvres de la direction

La direction tente par tous les moyens de casser cette décision et, de la sorte, de trouver un « règlement judiciaire » à ce qui relève d'un mouvement social auquel elle n'a, jusqu'à présent, opposé que du mépris et de la violence.

C'est la possibilité de l'irrecevabilité qui aura marqué cette audience. En effet, la direction de La Poste a voulu

lier le référé d'avril, visant à interdire à Gaël tout accès aux centres, et les demandes du mercredi 12, à savoir le respect du décret de 1982 (qui dit qu'il faut demander au chef d'établissement pour une intervention, mais pas attendre son autorisation, ce sur quoi veut jouer La Poste), texte qui ne figure dans aucun des référés. L'avocat de La Poste a tout mêlé pour pouvoir dire que ce sont des faits

du même ordre, alors qu'à aucun moment, jusqu'à présent, la boîte n'avait prétendu que cela était lié. C'est pourquoi l'irrecevabilité peut tenir : il n'y a pas de jonction entre les deux affaires. On est ainsi au cœur du débat : est-ce qu'un représentant syndical a le droit d'être auprès des salariéEs ?

Enfin, la juge a poussé à une médiation, faisant remarquer que les interventions des forces de répression demandées par La Poste n'étaient pas trop dans l'esprit du dialogue ! Elle souhaite qu'un rendu de la médiation judiciaire se fasse avant le 27 décembre.

Les grévistes et Sud Poste 92 y sont prêts, depuis toujours, ils et elles l'ont fait savoir par écrit à la direction. Il est temps désormais d'ouvrir de réelles négociations !

Correspondante

cotisations sociales sur les heures supplémentaires. Des mesures qui laissent à l'écart les salariéEs du public, les retraités et les privéEs d'emploi. Du coup, les patrons-amis de Macron se précipitent pour soulager leur digne représentant. Une liste qui s'allonge chaque jour.

Une longue liste

À la SNCF, Pépy annonce que l'entreprise « va jouer le jeu de cette mobilisation nationale pour le pouvoir d'achat » avec une prime de 400 euros pour touTEs les salariéEs qui touchent jusqu'à 1,5 fois le SMIC, et de 200 euros entre 1,5 et 2 SMIC. Au total, ces primes bénéficieraient à près de 100 000 salariéEs. La RATP annonce elle aussi le versement d'une prime de 400 euros pour un salaire annuel inférieur à 1,5 SMIC et de 200 euros entre 1,5 et 2 SMIC. Total annonce une

augmentation de 3,1% des salaires, et une prime de 1500 euros à touTEs ses employéEs. Cela ne représente que 47 millions d'euros, soit 0,47% de ses 10 milliards de bénéfice en 2017...

Publicis va attribuer une prime de 1000 euros aux 31% des salariéEs dont la rémunération est inférieure à 2500 euros brut. Altice France (SFR, BFM, RMC, Libération...) et Iliad (maison mère de Free) ont promis une prime exceptionnelle de 1000 euros. Chez Orange, dont l'État détient 23% du capital, le PDG a annoncé qu'il « répondra présent à l'effort de solidarité nationale » car « il est temps [...] de rassembler toutes les bonnes volontés pour repartir de l'avant, en n'oubliant pas le message des "Gilets jaunes" ». Il prévoit une prime de 1000 euros pour un salaire annuel brut inférieur à 25 000 euros, et de 500 euros pour celles et ceux qui

touchent de 25 000 à 30 000 euros. Soit 20 000 salariéEs sur 92 000. Michelin va verser une prime de 250 à 750 euros aux salariéEs gagnant moins de 34 000 euros annuels. Essilor annonce une prime aux salariéEs dont le salaire brut mensuel est inférieur à 3500 euros par mois : 800 euros pour moins de 2000 euros et de 600 euros entre 2000 et 3500. Chez Engie ce sera une prime de 600 euros pour les salariéEs dont le salaire mensuel brut est inférieur à 2500 euros.

Contradictions

L'empressement de toutes ces entreprises à répondre à l'appel de Macron est révélateur de deux contradictions, dont il faudra se souvenir. La première d'entre elles est que, bien souvent, dans ces groupes, lors des dernières négociations annuelles obligatoires, aucune

augmentation générale des salaires n'avait été accordée. Le versement soudain de ces primes valide donc l'idée que « de l'argent, il y en a, dans les caisses du patronat ». La seconde contradiction est que ces primes vont aller, pour l'essentiel, à des salariéEs qui ont été fort peu présentEs dans les mobilisations de ces dernières semaines, plutôt marquées par la présence de salariéEs de petites entreprises. Une volonté de donner le signal qu'il vaut mieux jouer le jeu de dialogue social, sans conflit, plutôt que l'affrontement. Un signal qui pourrait être entendu par les directions syndicales tout en plaçant les équipes d'entreprises devant ce dilemme : réclamer une prime ou se mobiliser pour les salaires, et rejoindre la lutte des Gilets jaunes.

Robert Pelletier



DR

l'attitude de l'essentiel des directions des organisations syndicales pour cultiver la passivité du plus grand nombre. Pour assurer le coup, Édouard Philippe a sollicité les entreprises pour qu'elles versent des primes qui seront défiscalisées quand elles concernent les salariéEs qui gagnent moins de 3600 euros. Un versement qui pourra se faire jusqu'au 31 mars prochain. Outre cette prime, les salariéEs bénéficieront d'exonérations de

l'Anticapitaliste la revue
Le n°102 toujours disponible

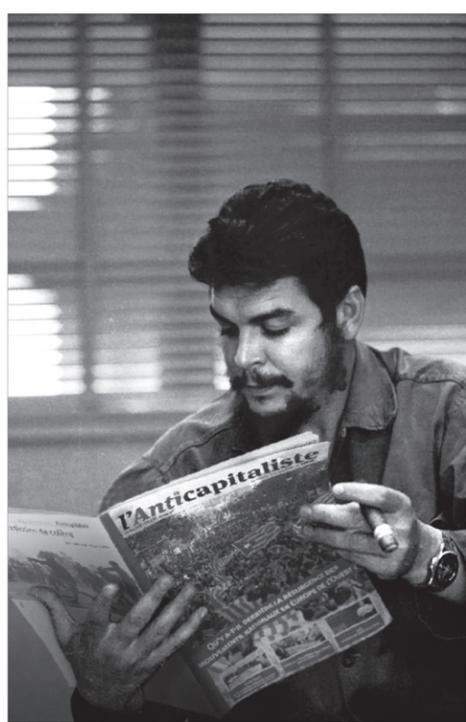


Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.



Le NPA dans la mobilisation du 15 décembre à Paris

Pour la journée de mobilisation du samedi 15 décembre en région parisienne, le NPA avait défendu, dans une réunion unitaire réunissant organisations politiques (La France insoumise, Ensemble, Alternative libertaire, PCOF) et Solidaires, ATTAC, Copernic, le CNDP, un appel en deux temps : 10 heures à Saint-Lazare et 14 heures à République.

L'objectif était d'éviter une division entre un appel à 10 heures uniquement par les collectifs les plus « radicaux » tandis que les autres organisations appelleraient l'après-midi. Signature formelle des organisations, mais on ne peut pas dire, au regard de la journée de samedi, qu'elles y ont véritablement mis leurs forces.

Le matin : dans la nasse

En parallèle, nous avons insisté sur le fait que l'objectif était une manifestation qui se dirigerait collectivement vers les Champs-Élysées et pas des petits groupes qui tentent de rejoindre les Gilets jaunes, tel que cela se discutait dans certains cadres.

Samedi matin, à 10 heures à Saint-Lazare, moins de monde que la semaine précédente. Seule présence significative supplémentaire, un cortège de l'automobile en gris de travail, avec les camarades de LO de Poissy et Flins. Les flics ont fermé tous les axes et, quand le cortège a commencé à vouloir bouger, ils nous ont signifié que l'on pouvait manifester... dans une nasse entre les deux cours devant la gare Saint-Lazare. Comme les entrées de métro étaient accessibles, un certain nombre de manifestantEs ont décidé de partir par petits groupes pour tenter de rejoindre Opéra, où se tenait un des rassemblements des Gilets jaunes. Ils et elles sont partiEs... et s'y sont fait nasser. Nous nous sommes retrouvés, NPA et Front social, face aux flics, à exiger de pouvoir rejoindre Opéra en cortège, sans avoir vraiment les moyens de forcer le passage. Nous sommes restés pendant près d'une heure face aux flics, qui n'ont pas gazé, malgré plusieurs annonces. Vers 12h 30, nous avons décidé



NPA/PB

de quitter Saint-Lazare en (se) donnant rendez-vous à 14 heures à République.

L'après-midi : une belle manif sauvage

Samedi après-midi, nous nous sommes donc retrouvés à quelques centaines à République, des Gilets jaunes et des éléments isolés des organisations signatrices. Seuls Solidaires a assumé d'organiser avec le NPA un cortège qui a réussi à manifester jusqu'aux Tuileries. Ça a été le bon moment de la journée, le cortège était dynamique, il a réussi une véritable convergence avec des cortèges de Gilets jaunes (quelques centaines à chaque fois), ce qui fait que nous sommes arrivés autour de 2000 aux Tuileries. Une belle manifestation sauvage dans les rues de Paris, sur des boulevards et des avenues, avec en tête l'objectif de

LES GILETS JAUNES VONT-ILS FINIR PAR FAIRE FUIR LES INVESTISSEURS ?



MARIE-CHANTAL ? VEUILLEZ ME PRENDRE QUELQUES ACTIONS DANS LA LACRYMO ET DANS CES SYMPATHIQUES VÉHICULES BLINDÉS !!!



CHARMAG

En action

Philippe Poutou et le NPA présents à la Journée internationale des migrantEs à Menton

À l'appel du SOMICO (Solidarité migrantEs collectif 06) qui regroupe entre autres ATTAC, la LDH, la CGT, la FSU, Solidaires, le NPA, Ensemble, la FI ou encore le PCF, près de 200 personnes ont manifesté samedi 15 décembre de la gare de Menton Garavan à la frontière italienne à l'occasion de la journée internationale des migrantEs.

«De l'air, ouvrons les frontières»

La présence de notre camarade Philippe Poutou a été largement appréciée par les participantEs.

Cette manifestation s'est tenue en dépit des manœuvres du préfet des Alpes-Maritimes qui a empêché les trains de s'arrêter en gare de Menton-Garavan, dernière station avant

la frontière et lieu d'une ignoble « chasse aux noirs » de la part de la police.

De nombreux militantEs ont dû s'arrêter à la gare précédente pour rejoindre la manifestation. C'est le même préfet qui poursuit tant qu'il le peut les aidantEs, dont Cédric Herrou. La manifestation s'est déroulée sans incident malgré ces basses manœuvres, et la pression d'un groupe de gilets jaunes croisé avant la manif et malheureusement très agressif contre l'accueil des migrantEs, mais aussi les syndicats et partis politiques.

Portée par les slogans « De l'air, ouvrons les frontières » ou « Solidarité avec les réfugiés » la manifestation s'est toutefois rendue jusqu'à 150 mètres de la frontière, bloquée par un important dispositif policier.

Correspondant



NPA

Exposition

Make it New.

Conversations avec l'art médiéval

BNF François Mitterrand, jusqu'au 10 février 2019.

La BNF a invité l'artiste hollandais Jan Dibbets, artiste de référence de l'art des années 1960-1970, à découvrir les *Louanges de la sainte croix*, poèmes enluminés du moine Raban Maur, moine bénédictin du IX^e siècle, pour concevoir une conversation avec elles. Ces louanges sont constituées de pages organisées géométriquement où, par des jeux mathématiques se croisent des textes à la disposition horizontale et verticale, ornés de formes angulaires, circulaires ou carrées avec une polychromie épurée. C'est beau comme un chant grégorien et subtil comme une combinaison savante. Il se décline une prosodie que la géométrie rythme et que les couleurs scandent. Aux côtés des enluminures originales, des agrandissements sont apposés, au mur, donnant une présence fascinante à ces blocs de textes et de figures géométriques où la couleur irrigue cette poétique de la foi.

Espaces de contemplation

On comprend le choc qu'a ressenti Dibbets lorsque la conservatrice de la BNF Charlotte Denoël lui a présenté ce trésor de l'art religieux médiéval associant complexité du jeu textuel et formel, simplicité de la forme à une relation subtile entre le texte, la ligne et la couleur. Jan Dibbets a invité des artistes de sa génération, amis ou proches, se revendiquant de ce que l'on appelle le minimalisme ou l'art conceptuel et qui dans leurs œuvres font appel à des logiques réductionnistes et

combinatoires. Qu'ils soient sculpteurs, dessinateurs, peintres ou photographes, ils pratiquent une économie épurée des formes, font usage d'une gamme réduite de couleurs, voire d'une couleur unique. Cela résulte d'une réflexion et de procédés complexes visant à aller du côté de la présence des formes et des couleurs sans s'encombrer de l'illustration ou du narratif. Ce qui se rencontre dans cette exposition c'est le génie formel d'une méditation sacrée au service de la parole divine et l'épure exigeante d'une spéculation profane recherchant la puissance visuelle par des spéculations formelles et des procédures rigoureuses, et la structure ou la dynamique des articulations entre le trait, les plans et la forme. Ces œuvres sont des espaces de contemplation. Elles créent les figures combinatoires d'une grammaire de la ligne et de la couleur : sculpture qui dans son horizontalité s'offre comme un territoire aux déambulations et mouvements d'un corps et d'un regard qui non seulement la contemple mais la parcourt (Carl André), ou qui se fait bloc de temps cristallisé, constitué de pierres ré-agencés (Richard Long) ; subtile répétition de lignes colorées donnant vie à des carrés semblables par la forme mais dissemblables par la disposition du trait et leur couleur (Sol Lewitt) ; complexes jeux mathématiques (Morellet), aphorismes abstraits (Walther) ou ponctuations d'un espace par une touche monochrome répétitive au pinceau (Toroni), et



enfin monochromes qui absorbent les regards jouant d'une différenciation proche du diaphane ou au contraire d'un contraste affirmant leur forme (Dibbets, Charlton ou Dekker).

Beauté silencieuse

On entre ici dans dans la beauté silencieuse d'un espace monacal ou d'une retraite méditative. Il arrive souvent que des objets anciens, tout en ayant été produits par une pensée mystique, gardent une puissance esthétique parce qu'elles rendent compte de l'inventivité, de l'impact visuel et de la subtile ingéniosité qu'ont ces structures issues de la main humaine. Il y a une dialectique subtile entre combinaison et répétition, entre répétition et différenciation, entre l'immédiat de la vision et la

temporalité de la perception. Il y a là une parenté avec les compositions musicales d'un Terry Riley ou d'un Steve Reich.

Le seul regret et il est de taille, c'est que Dibbets ait choisi parmi sa « famille » sans intégrer ce que les avant-gardes des années 1960 occultaient : les œuvres et la place des femmes artistes. Il y aurait pourtant largement de quoi intégrer des artistes femmes de la même génération et aux qualités semblables qu'il connaît (pour une partie d'entre elles) comme Ode Bertrand, Bernadette Bour, Suzanne Frecon, Marcia Hafif, Mary Heilmann, Tania Mouraud, Vera Molnar, Aurélie Nemour, Charlotte Posenenske, Bridget Riley et Marthe Véry, pour ne citer que des artistes contemporaines aux exposants. **Philippe Cyroulnik**

Cinéma

Une affaire de famille, de Hirokazu Kore-eda

Film japonais, 2011, sorti le 12 décembre.

Le film de de Kore-eda a obtenu la Palme d'or à Cannes. Sa première partie tient largement du conte et de la comédie burlesque, sans que le contexte social ne soit éludé : une famille japonaise pauvre vit dans une petite maison cernée de grands immeubles et ses membres améliorent leur ordinaire en volant dans les magasins car, comme le dit le père, « *Ce qui n'est pas encore vendu, n'est à personne* ».



Travailleurs pauvres au Japon

Revenant d'une de leurs expéditions, ils aperçoivent une petite fille seule, dans le froid. Ils finissent par la ramener à la maison et la gardent après s'être aperçu que ses géniteurs l'ont maltraitée et n'en ont rien à faire. Un nouveau membre est ainsi intégré à la vie chaleureuse de la famille, qui survit avec une indifférence absolue par rapport à la morale dominante : outre les larcins, la fille, déguisée en écolière, travaille dans un peep-show. D'ailleurs, la société ne leur fait guère de cadeau : pour des salaires de misère, le père œuvre dans le bâtiment (et est victime d'un accident du travail) tandis que la mère s'active dans une blanchisserie industrielle (une scène la montre, elle et une de ses collègues : le patron leur a demandé de choisir celle qui sera licenciée). Dans une deuxième partie, les secrets, plus ou moins sordides, surgiront et l'édifice familial s'effondrera. Kore-eda aborde ainsi sans lourdeur des questions sérieuses : la situation des travailleurs pauvres et précaires au Japon et, surtout, un thème déjà présent dans certains de ses précédents films : Qu'est-ce qui fonde une famille ? Les liens du sang ou l'affection ? Rien d'étonnant à ce que le réalisateur ne soit guère apprécié de l'actuel gouvernement conservateur. **Henri Wilno**

Sélection de Noël

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA **librairie** la-brèche.com

Le Diable trouve à faire, de James Baldwin

Éditions Capricci, 144 pages, 17 euros. *Le Diable trouve à faire* révèle une autre facette du grand écrivain James Baldwin : celle d'un critique au regard incisif, attaché à explorer les fantasmagories, illusions et préjugés des films qui ont marqué sa vie. Dans son style à la fois vif et lyrique, il parcourt ses premiers souvenirs de cinéma, indissociables des difficultés familiales et de sa découverte de la société dans laquelle il vit. Ces mémoires très littéraires qui font écho au texte de *I Am Not Your Negro* occupent une place unique dans l'œuvre de Baldwin. Aux États-Unis, la vision du cinéma que propose Baldwin a été un véritable électrochoc pour la presse et de nombreux penseurs, tant il passe à l'acide les archétypes du Noir et du Blanc que Hollywood a largement contribué à banaliser.

J'ai toujours aimé la nuit, de Patrick Chamoiseau

Points Thriller, 288 pages, 7,20 euros. Un commandant de police enfermé seul avec un tueur. La scène pourrait paraître banale. Elle l'est déjà un peu moins lorsqu'on sait que c'est la dernière nuit de service actif du policier et que, pour la première fois de sa longue et monotone carrière, il se retrouve enfin face à ce dont il a toujours rêvé : un tueur en série inconnu des forces de l'ordre. Sauf que, dans cette maison isolée, c'est le tueur qui pointe son arme depuis des heures sur le policier. Depuis des heures l'officier écoute et essaye de graver dans sa mémoire l'incroyable confession de celui qui se sumomme « *l'archange de la mort* » et qui lui raconte dans le détail son « œuvre » : dix années de crimes impunis. Comment le flic en est-il arrivé là ? Comment une simple altercation au début de la soirée l'a-t-il mis sur la piste du

tueur ? Et quelles sont ses chances de s'en sortir ? Patrick Chamoiseau nous livre ici un formidable roman noir, en même temps qu'il dresse un portrait déchirant d'une Martinique livrée à tous les débordements, en passe de perdre sa culture, sa magie et son humanité.

Vivre ma vie, d'Emma Goldman

Éditions L'Échappée, 1104 pages, 29,90 euros. Née en 1869 dans l'Empire russe, Emma Goldman s'exile aux États-Unis à 16 ans. Pauvreté, exploitation et désillusions l'y attendent. Elle plonge alors à corps perdu dans le chaudron politique et intellectuel. Activiste et conférencière anarchiste aussi célèbre que redoutée, elle sillonne au gré des luttes une Amérique en pleine ébullition. Expulsée en 1919 vers la Russie, accueillie chaleureusement par Lénine, elle découvre une réalité qu'elle ne cessera de dénoncer avec courage tout en poursuivant son inlas-

sable combat pour l'émancipation. Son époustouflante épopée mêle morceaux de bravoure et moments d'intimité, grands affrontements politiques et vie d'une femme hors du commun, poésie et quotidien, espoir et désenchantement. Ce texte magistral est à la fois une fresque historique qui donne le vertige, tant on y croise toutes les grandes figures révolutionnaires, une œuvre puissante d'une rare sensibilité et l'un des plus beaux chants d'amour à la révolte et à la liberté. Un monument de la littérature anarchiste enfin traduit intégralement en français.

Archives des mouvements LGBT+, d'Antoine Idier

Éditions Textuel, 269 pages, 39 euros. Première fresque historique sur la longue durée – 130 ans – portant sur l'ensemble des mouvements LGBT. Un rassemblement exceptionnel d'archives issues d'une quinzaine

de fonds publics et privés. Des persécutions jusqu'aux premiers mariages homosexuels en passant par les années sida, Antoine Idier restitue l'ampleur des combats menés. De nombreux contributeurs et témoins incarnent la pluralité des points de vue, des mouvements, des générations.

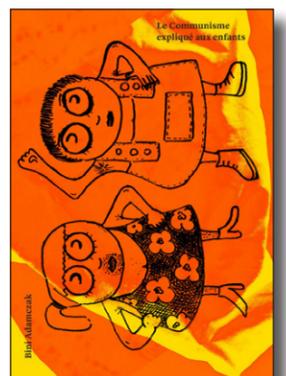
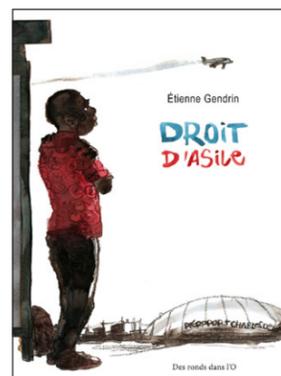
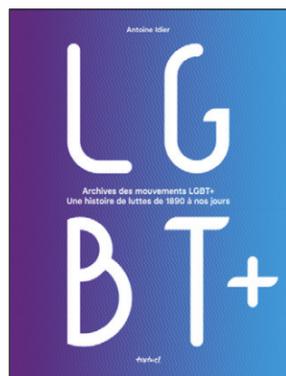
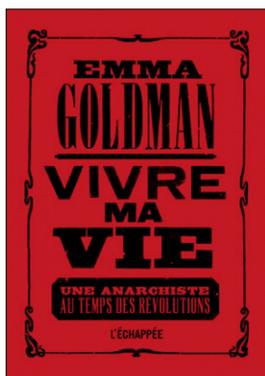
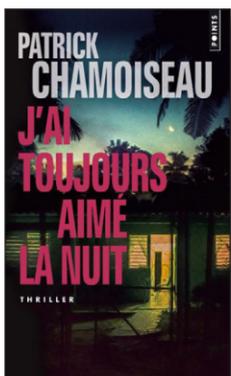
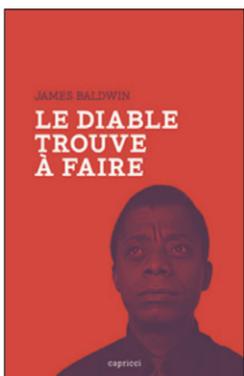
Droit d'asile, d'Étienne Gendrin

Éditions Des ronds dans l'O, 96 pages, 18 euros. Jeune dessinateur de BD, Étienne rencontre des demandeurs d'asile et des jeunes en difficulté au Foyer du Jeune-Homme de Strasbourg géré par l'Armée du Salut et financé par la région Alsace. Portraits émouvants de jeunes ayant fui leur pays en guerre pour certains, remplis d'espoir malgré tout. Mise en abîme d'un auteur de BD se servant de son expérience personnelle pour donner la parole à des jeunes garçons dont chaque histoire est bouleversante.

Le Communisme expliqué aux enfants, de Bini Adamczak

Éditions Entremonde, 112 pages, 8 euros. Il était une fois des gens qui aspiraient à être libérés de la misère du capitalisme. Comment leurs rêves pourraient-ils se réaliser ? Ce petit livre propose un communisme différent, libéré de l'autoritarisme. L'avènement du communisme est raconté dans un conte pour enfants, accompagné d'illustrations adorables qui vivent leur éveil politique. Tout se déroule dans un monde fantastique avec des princesses jalouses, des épées de fantaisie, des paysannes déplacées, des patronnes méchantes et des travailleuses fatiguées, sans parler d'une chaise parlante et d'un gros pot appelé « l'État ».

Sélection réalisée par la librairie La Brèche. Présentations éditeurs.



SOUSCRIPTION DU NPA

Pour que vive le combat anticapitaliste!

L'année 2018 s'achève sous le signe de la contestation sociale, et l'on ne peut que s'en féliciter. Personne n'avait vu venir le mouvement des Gilets jaunes, qui a pris de court aussi bien le gouvernement que le mouvement ouvrier organisé. Cette mobilisation résonne comme un coup de tonnerre dans le ciel d'une Macronie qui, si elle était loin d'être sereine, se pensait toujours intouchable et autorisée à manœuvrer son rouleau compresseur libéral, avec en perspective la destruction du système de retraites par répartition et le dynamitage des services publics.

Avec les Gilets jaunes... et les autres

Si le NPA a été, comme l'ensemble des organisations de gauche, surpris par ce mouvement inédit, il a jeté ses forces dans la bataille et continue, à l'heure où certains Cassandra pronostiquent la fin d'une mobilisation qui n'a cessé de les inquiéter, de s'y investir pleinement. Soutenir et construire loyalement la mobilisation, tout en y défendant des idées et des perspectives politiques en toute indépendance : telle est l'attitude que nous essayons de conserver, animés par le refus de tout sectarisme et de tout opportunisme, en tentant de combiner le soutien à la radicalité du mouvement et la nécessité, pour faire réellement reculer Macron, d'une jonction entre Gilets jaunes et secteurs organisés du mouvement ouvrier. En cette fin d'année, le NPA continue ainsi d'agir concrètement dans les luttes, au côté de celles et ceux qui refusent de se laisser écraser et mépriser par Macron et sa clique, et de proposer des perspectives politiques et revendicatives à l'ensemble de notre camp social. Ce que nous avons essayé de faire durant toute cette année, au sein des combats pour le climat, contre les grands projets inutiles (avec la belle victoire de Notre-Dame-des-Landes), dans la construction des luttes contre les violences faites aux femmes, dans les mobilisations internationalistes, antiracistes, en solidarité avec les migrantEs et pour la liberté de circulation et d'installation... Autant de luttes qui, si elles ont leurs spécificités et méritent d'être soutenues et construites en tant que telles, posent à leur échelle, la question d'un autre monde à construire, donnant toute leur actualité aux propositions et perspectives anticapitalistes.

Combats multiples

L'année 2018 fut aussi celle de la grande mobilisation, malheureusement défaite, en défense de la SNCF, au sein de laquelle nous avons là encore tenté, tout en étant conscient des limites de notre influence, de jouer notre rôle. Dans les gares tout d'abord, où nos camarades cheminotEs



ont souvent joué un rôle moteur dans la construction et l'animation de la lutte, malgré les difficultés (isolement, stratégie syndicale douteuse) et en convergence avec d'autres secteurs (notamment les étudiantEs alors mobilisés contre Parcoursup). Sur le plan politique ensuite, en affichant clairement notre solidarité avec les cheminotEs, en défendant la nécessité d'une lutte d'ensemble pour la défense des services publics, et en impulsant des cadres unitaires de soutien aux salariéEs de la SNCF, avec parfois de belles réussites. Les militantEs du NPA ont en outre été actifs dans nombre de luttes et/ou en soutien à celles-ci, de la défense de la maternité du Blanc à celle de la psychiatrie au Rouvray, des McDo de Marseille au CHU de Toulouse, de la grève historique des postierEs du 92 aux luttes contre les fermetures de classes, sans oublier bien sûr le combat de Philippe Poutou et de ses collègues contre la fermeture de l'usine Ford de Blanquefort. Des combats parfois moins visibles mais tout aussi nécessaires que les luttes se développant à l'échelle nationale, qui posent là encore des questions essentielles, concernant les services publics, la démocratie, le contrôle des salariéEs sur la production, les convergences entre secteurs mobilisés ou encore, *last but not least*, la nécessité pour les opprimés et les exploités de se représenter eux-mêmes et elles-mêmes.

Le nerf de la guerre

Notre surface est certes modeste, mais l'année 2018 a confirmé que les militantEs et les idées anticapitalistes ont un rôle essentiel à

jouer dans une période où il s'agit de remettre à l'ordre du jour la perspective d'une contre-offensive globale de la jeunesse et du monde du travail contre le patronat et le pouvoir macronien à son service. Et c'est pour cette raison que nous faisons, une fois de plus, appel au soutien financier de toutes celles et tous ceux qui, sans nécessairement adhérer à l'ensemble de nos propositions, considèrent que nous jouons un rôle spécifique, et utile, pour notre camp social. Que vous soyez sympathisantE ou intéresséE par le NPA, que vous ayez été militantE au NPA ou à la LCR par le passé, que vous soyez membre ou ancien membre d'un autre parti, que vous ayez voté pour

Philippe Poutou, Olivier Besancenot ou quelqu'un d'autre, que vous ne votiez pas (plus), vous savez sûrement que notre campagne de souscription annuelle est vitale pour nos finances. Le NPA a pris part aux luttes de cette année, pour y défendre l'internationalisme, l'écosocialisme, le combat pour une autre société, la solidarité et l'unité de notre camp social. Et il continuera de l'être en 2019, tant qu'il le faudra! Mais pour cela, il a besoin de plein de choses... y compris d'argent. Imprimer des journaux, des tracts, des affiches et des autocollants; soutenir financièrement les grèves; organiser l'activité quotidienne d'un parti: tout cela à un coût, et continuera d'en avoir un, a fortiori au cours d'une année électorale qui impliquera des dépenses supplémentaires. Alors n'hésitez pas: aidez le NPA, le NPA vous le rendra!

La souscription permet une déduction fiscale des deux tiers du montant versé:

Vous donnez 3 €, le parti en reçoit 3, l'État vous en reverse 2!

Moyennant un peu de patience avant le remboursement:

Vous pouvez donc multiplier votre don par 3

DON EN LIGNE:

<https://souscription.npa2009.Org>

Adresse pour envoyer vos chèques:

Npa souscription - 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil

Ordre pour vos chèques:

Npa souscription

Limite de datation et d'envoi:

Avant le 31 décembre à minuit

Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque:

Precisez-le pour que le reçu fiscal arrive à bon port

Si deux noms apparaissent sur le chèque:

Precisez à qui imputer le don

L'image de la semaine



Vu ailleurs

Les Echos INTÉRIMAIRES AU «PARADIS» GOOGLE.

Une armée d'ingénieurs chouchoutés avec des salaires astronomiques, des stock-options, des bonus et des « offsites » dans des endroits paradisiaques. C'est l'image qui vient à l'esprit quand on pense aux effectifs de Google. La réalité est en fait plus complexe: une grande partie de la main-d'œuvre de l'entreprise est embauchée pour des contrats courts via des agences d'intérim, comme Adecco, Cognizant et Randstad. Personnel d'entretien des locaux, serveurs des cafétérias, modérateurs de vidéos YouTube, mais aussi testeurs de voitures autonomes, employés des « call centers » et cadres, notamment dans des fonctions de marketing: les rôles des « TVC » (« temp, vendors and contractors ») sont divers. Comme les autres sociétés de la Silicon Valley, Alphabet n'a jamais voulu communiquer leur nombre, mais, selon une enquête de Bloomberg publiée fin juillet, ils représentent la moitié des effectifs du groupe. [...]

Au moment où les « Googlers » s'organisent de plus en plus pour faire pression auprès de leurs dirigeants sur différents sujets – drones militaires, contrat avec le Pentagone, harcèlement sexuel... –, les « contractors » essaient d'en profiter pour faire entendre leur voix. Mercredi dernier, ils ont publié une lettre ouverte au PDG (de Google pour réclamer une « égalité de traitement ». [...]

Ils estiment être traités comme des citoyens de seconde zone, une discrimination symbolisée par leurs badges rouges, les distinguant des « vrais » salariés au badge blanc. [...]

Dans une entreprise prônant l'horizontalité, les intérimaires et les salariés travaillant avec eux déplorent la création de « castes ». [...] En avril, lors de la fusillade sur le campus de YouTube, les intérimaires n'ont pas reçu les mêmes informations en direct que les salariés et se sont sentis en insécurité. [...]

Dans ce contexte, de plus en plus d'intérimaires cherchent à se syndiquer pour faire progresser leurs droits. Lundi, Unite Here, un syndicat représentant 270 000 travailleurs dans le secteur de la restauration, a organisé une réunion à San Francisco avec des employés des cafétérias de Cisco et d'Intel témoignant de leurs campagnes réussies. « Nous sommes passés d'un salarié syndiqué dans les cafétérias des entreprises technologiques il y a deux ans à 1400 aujourd'hui », indique l'une de ses responsables. Les gardes de sécurité de Google et Facebook viennent eux aussi de se syndiquer cet été. Leurs salaires vont augmenter de 1,20 dollar de l'heure l'année prochaine et ils bénéficieront d'une meilleure couverture santé et de congés payés.

Anais Moutot, « Les intérimaires de Google se rebiffent », les Échos, 12 décembre 2018.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai: **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à: NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €	
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail: diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à: NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN
BIC

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org